Vendredi

16 février 1996 n° 273 10 F

L'HEBDOMADAIRE DES SOCIALISTES

L'envie de militer

par Jean-Pierre Bel
Secrétaire national aux fédérations.

La dynamique de la campagne présidentielle de Lionel Jospin a suscité une grande espérance et amené vers le Parti socialiste une véritable demande.
La supercherie née des promesses déçues du candidat Chirac a amplifié ce mouvement de balancier.
Ce regain d'intérêt dans notre direction doit nous amener à prendre toute la mesure de notre responsabilité.
Quelles réponses allons-nous apporter à ceux qui attendent tant, et quel parti, quelles pratiques militantes pouvons-nous leur proposer ?
Si le processus de débat minutieusement engagé doit permettre, le moment venu, de préciser et clarifier nos positions sur le fond politique, de promouvoir l'alternative, nous savons qu'il y a un risque de désenchantement pour ceux qui nous rejoignent et doivent s'adapter à notre vie interne.
Nous savons bien que nos réunions de section sont parfois décalées par rapport aux exigences du moment, trop empesées dans un formalisme routinier, trop tournées vers nous-mêmes, vers des intérêts «de boutique»... bref un peu ennuyeuses pour un nouveau venu.
Pour y remédier, il nous faut retrouver une grande ambition, donner à nos responsables locaux les moyens de mener à bien la rénovation, d'animer, de faire vivre le débat, de retrouver le goût de la confrontation, l'envie, le plaisir de militer et de se battre.
Parce qu'être socialiste ne se limite pas à l'horizon borné des enjeux de pouvoir, parce qu'il y a place aujourd'hui pour des méthodes nouvelles, des moyens modernes d'animation, de communication et de formation, il nous faut changer notre façon d'être ensemble.
Nous sommes résolument déterminés à gagner ce pari.
Déjà, le Parti socialiste a réorienté le chemin des départements, la pratique des réunions, petites ou grandes, celles qui créent des liens et maintiennent la cohésion. L'essentiel reste à faire. Nous le ferons ou nous décevrons.

MONDIALISATION
Les enjeux, le débat



IDÉOLOGIQUE :
La mondialisation est le thème du grand débat proposé par Lionel Jospin aux socialistes.
Première contribution de Jean-Luc Mélenchon. p 7.

BAROMÉTRIQUE :
Le Forum économique de Davos a pris le pouls du libéralisme mondial.
Edifiant. p 5

TRAGIQUE :
Prisonniers politiques, actes racistes, asiles refusés, la déclaration pour des hommes libres et égaux est en fin de droits. p 6.

HISTORIQUE :
Hong Kong change de proprio. L'empire britannique perd sa dernière poussière et la Chine hérite d'une poule aux œufs d'or. p 13.

ISSN 0995-0583

Les salaires pour l'emploi

Le gouvernement en a lui-même fait l'aveu : la croissance économique pour 1996 ne dépassera pas 1,5 % et le chômage continuera d'augmenter pendant plusieurs mois, faute d'activité suffisante.

Ce pronostic a été confirmé par l'ensemble des instituts de prévision qui indiquent que le pouvoir d'achat stagnerait en 1996 et baisserait même dans le secteur public. Il est vrai que les ponctions fiscales opérées ces six derniers mois coûteront, à elles seules, 0,6 point de croissance à l'économie française.

Face à ce que les plus optimistes analysent comme une stagnation et les plus pessimistes, dont le CNPF, comme une récession, beaucoup, à commencer par le Parti socialiste, proposent une relance par les salaires pour faire rebondir la consommation et pour amorcer une reprise de la demande, seule susceptible de stimuler l'investissement de l'emploi. Cette orientation est fondée sur un constat incontestable : le déséquilibre dans le partage de la valeur ajoutée entre les profits qui augmentent et des salaires qui plafonnent bride la croissance à moyen terme en provoquant une sous-consommation des ménages sans générer une reprise de l'investissement, faute de débouchés.



Dans ce contexte, l'idée de la conférence salariale avancée par Lionel Jospin durant la dernière campagne présidentielle fait son chemin. Déjà relayée par les organisations syndicales, à l'occasion du sommet social de décembre dernier, cette formule est aujourd'hui reprise par des économistes jusque-là réservés sur ce point, et même par plusieurs députés de la majorité inquiets de la détérioration du climat économique dans leur département.

Cette pression a été jugée suffisamment forte pour que le CNPF place immédiatement des gardes-fous et reprenne le vieux refrain du risque de "perte de compétitivité" et de la menace "des licenciements et des délocalisations". Le message, s'il n'a pas surpris, a néanmoins été entendu 5 sur 5 par le gouvernement.

Oublieux de la maxime chiraquienne, pourtant récente, selon laquelle "la feuille de paie n'est pas l'ennemi de l'emploi", il s'obstine à encadrer les augmentations de salaire dans le secteur public. Ainsi, alors que les rémunérations dans les entreprises publiques ont déjà progressé à un niveau moindre que l'inflation 1995, le Premier ministre a exclu toute idée d'indexation des salaires sur les prix et limité à 3,4 % pour 1996 la progression moyenne des traitements dans le secteur public, ce qui laisse peu de marge à la négociation. Or ce taux de 3,4 % intègre à la fois les hausses générales, les augmentations catégorielles et individuelles (GVT) et les incidences sur l'année des hausses consenties en 1995.

Dans la seule Fonction publique, la rigueur salariale entraînera une baisse du pouvoir d'achat de 0,4 % cette année. D'ores et déjà, à EDF-GDF, aux Charbonnages, à la RATP, la politique contractuelle est en panne et l'Etat montre le mauvais exemple au secteur privé.

Aussi lorsque Jacques Barrot, répondant à une interpellation d'Henri Emmanuelli à l'Assemblée nationale, a fustigé le "simplisme" de ceux qui prônent une relance salariale, et a prôné une "modération salariale momentanée pour préserver l'emploi", il a fait involontairement la démonstration de son incompréhension de la situation économique. Aujourd'hui, une relance salariale fondée sur la progression des gains de productivité n'affaiblirait pas les entreprises. Au contraire, elle leur fournirait les commandes et les marchés qui leur font cruellement défaut. Augmenter les salaires, c'est diminuer le chômage. Etre simpliste, c'est donc s'obstiner à poursuivre une politique économique qui depuis huit mois a étouffé la croissance et stimulé le chômage !

François Hollande

Doit-on démentir la calomnie ?

Dans son édition du 9 février, le journal Le Parisien a osé publier un article au titre extravagant : "Quand l'argent de l'ARC allait au PS".

Outre que le texte, lui-même, n'apportait aucune preuve de manière à justifier une telle information, pourtant extrêmement infamante pour le PS, il ne faisait référence qu'à des trafics concernant des personnes ou des sociétés qui ne sont jamais intervenues dans le financement de notre parti. C'est pourquoi votre porte-parole a nié de façon catégorique les insinuations tenues dans Le Parisien. Le Parti socialiste se réserve de poursuivre par les moyens de droit les auteurs d'une telle calomnie. Car démentir ne suffit pas. C'est notre honneur qui a été atteint.

F. H.

Le président s'amuse

Les socialistes avec cruauté ne cessent de s'en prendre à Alain Juppé. Prenons la défense du maire de Bordeaux ! Ne lui tenons pas grief d'avoir traumatisé les enfants des écoles en voulant leur imposer sa photo de premier de la classe. Reconnaissons honnêtement qu'avec ses moyens -impressionnants-, ses facilités relationnelles -immenses-, son calme -olympien-, son humour -inégalable-, il traduit de son mieux les consignes de son chef. Il semble en effet que celles-ci soient peu nombreuses et guère précises. L'aigle de Corrèze n'a pas choisi de se faire rare pour nous être plus cher. La raison de cette aussi longue absence est ailleurs. Conscient que par le miracle de la Constitution, il durera un peu plus longtemps que son chef de gouvernement, Jacques Chirac s'astreint depuis son élection à un programme aussi allégé que le cerveau d'un maire de Paris : peu d'idées, peu d'initiatives, peu de travail. Ce régime pauvre, dont il ne souffre manifestement pas, devrait lui permettre de s'accomoder tranquillement de la cohabitation, en 1998. Ainsi, le jour venu, ne sombrera-t-il pas dans la neurasthénie en ne retrouvant, chaque mercredi, les visages poupins des charmants MM. Arthuis, Debré, Toubon et Barrot.

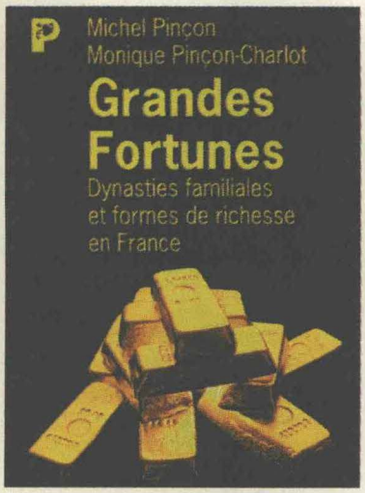
En attendant Jacques Chirac s'amuse... Son agenda en fait foi ! En quelques mois, il aura fait un test comparatif des lits de la Maison-Blanche et de ceux de Buckimgham Palace, servi dans les Deux-Sèvres de chevalier servant au petit pied à Ségolène Royal (François Hollande étant retenu à Paris par le bouclage de Vendredi), admiré le plafond de la chapelle Sixtine, téléphoné à la Sofres en masquant sa voix pour dire qu'il avait confiance en lui-même, changé les rideaux de l'Elysée, prononcé un discours devant les banquettes vides du Congrès, embrassé son ancienne institutrice (79 ans) de Rayol-Canadel, cessé de jouer avec des bombes atomiques, admiré Christine Janin, une jeune alpiniste qui monte, reçu Maurice Schumann, un jeune gaulliste qui monte et analysé la situation de la majorité avec Emmanuel Leroy-Ladurie, spécialiste, entre autres, des carnavals médiévaux. Pour clore cette énumération d'événements indispensables, il serait injuste de taire le point d'orgue de la semaine. Mettant fin à l'inégalité la plus criante de notre société et s'avisant d'avoir quelques breloques en stock, le président de la République a pris une décision propre à servir la cause des femmes : elles seront désormais plus nombreuses à recevoir le Mérite national et la Légion d'honneur. Avoir conscience des priorités, c'est cela être de droite.

Marc-Antoine Muret

Vendredi - 10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07 -
Tél. : 45 56 78 61 - Fax : 45 51 47 05 -
Télex : 200 174 Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean Glavany • DIRECTEUR DÉLÉGUÉ DE LA PUBLICATION : Marc-Antoine Jamet - RESPONSABLE DE LA RÉDACTION : Monique Bartholomeus (77.92) - ÉCONOMIE : Monique Grima (78-70) • PHOTOS : Pascal Lebrun - MAQUETTE : Christine Lovinger (78.92) - PUBLICITÉ : Franck Accart (79 03) - J.J. Gastebois (78-09)- SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61)- ABONNEMENTS : Sabine Sebah (79-04) - PHOTOGRAVURE : Dawant - Paris - IMPRESSION : PGE - (94) Saint-Mandé – ROUTAGE : Ouest-routage - (60) Le Meux - N° commission paritaire : 10.889 – "Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2 000
Ce numéro a été tiré à 113 500 exemplaires.

Les oubliés de la crise !



En ces temps de crises marqués par l'élargissement de la pauvreté, il peut paraître choquant de s'intéresser aux grands bourgeois. Pourtant, grâce au livre de Monique et Michel Pinçon (1), on peut désormais mieux connaître le mode de vie des riches et les mécanismes de reproduction sociale dans notre société.

Quelles sont les grandes fortunes, quelles sont les familles qui disposent des patrimoines les plus élevés ? Y a-t-il bien transmission ? Les familles aujourd'hui les plus fortunées le sont-elles depuis plusieurs générations ? Les auteurs critiquent dans leur ouvrage ce qu'ils appellent un "effet palmarès" qui cache la pérennité des fortunes. Des économistes, en se basant sur les classements des individus ou des familles les plus riches, publiés par la presse, ont conclu hâtivement à un renouvellement rapide de la fortune. Les listes publiées ne contenaient en effet que très peu de patronymes des célèbres "deux cents familles", immortalisées par Edouard Daladier en 1934. En réalité, les premiers de ces palmarès représentent des fortunes dont la constitution est récente et qui n'ont pas été partagées entre les héritiers sur plusieurs générations. Pour leur part, nos chercheurs établissent l'existence de dynasties nombreuses, nobles ou bourgeoises, dont les fondations remontent au XIXe siècle, et souvent au-delà. Elles jouent encore, parfois grâce à des fortunes importantes, un rôle de premier plan dans la vie économique (Peugeot, Michelin, David-Weill) ou se contentent de jouir d'un patrimoine considérable (les Wendel) masquant leur existence.

Les auteurs montrent que l'argent donne aussi du talent, qu'il donne les moyens, moraux et intellectuels, de maintenir la lignée. Faire fortune porterait alors en soi l'obligation de transmettre et les moyens de satisfaire à cette obligation. Outre l'aspect provocateur de la richesse, l'idée même de l'existence de ces dynasties fortunées dérange.

Les formes de richesse se cumulent

L'idéologie "méritocratique", qui suppose la probabilité de la réussite individuelle, rassure, car elle ouvre, au moins dans l'imaginaire social, l'univers des possibles. A contrario, soulignent les auteurs, l'existence de dynasties fait redouter l'accumulation d'autres formes de capitaux, de biens culturels et de pouvoirs symboliques.

De fait, les "grandes fortunes" ne se réduisent pas à l'argent. Au-delà de leurs dimensions économiques, les fortunes, lorsqu'elles sont anciennes, sont aussi synonymes de culture et de sociabilité. Les formes de richesse se cumulent : plus on est matériellement riche, plus on a de chance d'être un familier de l'univers des biens de culture, et de posséder tableaux et meubles précieux. On découvre encore en ces temps d'individualisme que les grandes fortunes sont collectivistes et internationalistes ! Elles se déploient au sein de réseaux très denses, familiaux et extra-familiaux, aux ramifications internationales et aux échanges intenses, si bien qu'elles sont, en quelque sorte, mises en commun. De plus, au sein des familles de la noblesse et de la bourgeoisie ancienne, les patrimoines sont largement partagés à travers les usages multiples de la sociabilité. Les fortunes, elles-mêmes, sont gérées sous des formes collectives. Si bien que les grandes familles constituent une véritable confrérie, consciente de ses intérêts communs et de la solidarité objective d'une classe qui ne saurait perdurer sans la vigilance de chacun au bénéfice de tous.

Les auteurs de l'enquête voient dans l'obsession de la transmission une manifestation de cette volonté de construire continûment la classe. Certes, cela n'est pas vécu dans cette terminologie. Mais il n'existe guère aujourd'hui de groupe social suffisamment conscient de lui-même et de ses intérêts pour gérer avec autant de vigilance ses territoires, ses relations et les alliances matrimoniales de ses enfants. A lire avant la Convention sur la redistribution !

Gérard Le Gall, Délégué auprès du Premier secrétaire, chargé des Etudes politiques

(1) Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot Grandes Fortunes, dynasties familiales et formes de richesse en France. *Ed. Payot, coll. "Documents", 1996, 376 pages, 135 francs.*

ELECTION LÉGISLATIVE PARTIELLE À NOISY-LE-GRAND

Michel Pajon : candidat du rassemblement

Si vous demandez à Michel Pajon de se présenter en quelques mots, il préférera vous dire qu'il est noiséen depuis 1965 plutôt que maire de Noisy-le-Grand depuis juin 1995. Candidat, ce week-end, au premier tour de la législative partielle de Seine-Saint-Denis, il peut se vanter -au contraire de Claude Pernès, le maire UDF de Rosny-sous-Bois qui ne détient aucune responsabilité élective sur les quatre villes de cette treizième circonscription- de bien connaître "son" terrain. A la fédération socialiste, on s'étonne "que la droite ait été dans l'incapacité de trouver un élu du département pour affronter le suffrage universel." Et la droite de répondre qu'elle préfère "une seule tête " à six candidats de gauche sur les dix présents. En oubliant toutefois de préciser qu'à la dernière minute, deux candidats, l'un membre du Parti républicain et l'autre proche du Front national, ont renoncé à leur candidature, laissant un peu d'air à Claude Pernès que l'on surnomme déjà "le parachuté". Ce dernier pourrait pourtant bien profiter de la multiplication des candidatures de l'opposition qui risque, à moins d'une union que l'on n'espère plus, de priver Michel Pajon de victoire. Mais c'est sans compter sur la dynamique engagée par cet universitaire plusieurs fois "maîtrisé" et "licencié" en économie, droit, sciences politiques ou psychologie sociale, qui compte, dès dimanche prochain, rassembler, sous la bannière socialiste, tous ceux qui veulent sanctionner haut et fort l'action du gouvernement Juppé : "Je ne prendrais qu'un exemple, souligne Michel Pajon, plus de 60 % des Français pensent que la politique du gouvernement ne favorise que les classes très favorisées". Les thèmes de campagne du candidat-député reflètent les actions engagées par le maire élu : priorité à



l'emploi et aux jeunes qui, à Noisy-le-Grand, bénéficient aujourd'hui d'une mission locale. Des jeunes qui se sentent écoutés et qui trouvent enfin des solutions à leurs problèmes de logement, de formation, de santé. "Comment le maire de Rosny-sous-Bois pourrait-il agir en ce sens ? On imagine aisément que son premier souci sera de sauvegarder les intérêts de sa ville et pas ceux de la circonscription", ajoute Michel Pajon. A chaque élection , les politologues sortent leur "baromètre" électoral. Cette législative partielle n'échappera pas à la règle et sera un nouveau test national pour les différentes formations politiques. Lionel Jospin l'a compris et est venu soutenir, jeudi dernier, Michel Pajon lors d'un meeting et d'une rencontre avec les associations de la circonscription.

Victor Robert

Paul Cuturello : «Je ne me tairai pas»

Le combat des socialistes a été et demeure difficile à Nice, face à une extrême droite et une droite extrême aux imbrications multiples.

Dans ce contexte ardu, les socialistes s'affirment comme la seule véritable force d'opposition au nouveau maire Jacques Peyrat, ancien responsable du Front national jusqu'en septembre 1994.

Cette opposition totale et déterminée, Paul Cuturello, leader des socialistes locaux, qui a conduit la liste d'union de la gauche "Nice avec Vous" aux élections municipales, l'a affirmée dès le premier conseil municipal, le 25 juin 1995, en déclarant à Jacques Peyrat : "Votre passé récent marquera de son empreinte brune la mandature qui s'ouvre."

Accès de "fureur" du maire qui menace Paul Cuturello et exige qu'il retire ses propos. Ce dernier s'y refuse. Après la menace, Jacques Peyrat tente l'intimidation en déposant plainte (trois mois plus tard...) contre Paul Cuturello pour diffamation.

Le nouveau maire, nostalgique inconsolé de l'empire colonial perdu, fervent défenseur de



Paul Cuturello, leader des socialistes niçois

l'Algérie française, ne supporte pas qu'on lui rappelle son passé extrémiste : second de la liste conduite par Jean-Marie Le Pen aux régionales de 92, il a accueilli avec lui l'ancien waffen-SS Franz Schoënhuber au congrès du FN à Nice, en avril 1990. Mais ce naturel qui revient au galop va de pair avec l'autre aspect du personnage : l'affairisme. Les lobbys locaux, orphelins après la fuite rocambolesque de Jacques Médecin, l'ont finalement choisi et porté au pouvoir pour satisfaire leurs appétits.

A Nice, où affairisme et extrémisme sont étroitement mêlés, la détermination des socialistes, leur pugnacité dans la défense de l'intérêt général agace et empêche les petites affaires des lobbys en tout genre.

Cependant, dans cette ville qui a été le terrain d'expérimentation de l'extrême droite, des perspectives nouvelles se dessinent autour du Parti socialiste. Pour la première fois, en effet, les partenaires de la liste d'union "Nice avec Vous" continuent à travailler ensemble après l'élection, pour, tout en poursuivant leur travail d'opposition, proposer une perspective d'avenir pour Nice, une Nice pour tous, avec tous. Alors, forts de leur bon droit, Paul Cuturello et les socialistes ne se tairont pas.

Eric Nadin

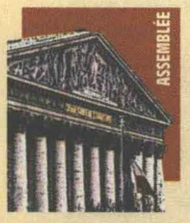
Le petit Peyrat illustré

A - AFFAIRISME :
"Le sérieux, le réalisme, la sagesse qui président à l'élaboration du projet de ce budget 1990 ne pourraient qu'entraîner l'adhésion du groupe du Front national."
Éloge adressé à Jacques Médecin, qui cinq mois plus tard prenait la fuite.
Conseil municipal - mars 1990.

L - LOGEMENT :
"A Nice, il est scandaleux que des Niçois attendent un logement alors que des immigrés occupent des HLM à leur place !"
Elections municipales 1983.

S - SOCIALISTE :
"(...) notre ville, plus que partout ailleurs, était réfractaire à cette entreprise monstrueuse des forces du mal socialistes. Nous fûmes parmi les premiers à combattre ce monstre incarné par la gauche socialo-communiste, qui pratiquait voracement un véritable fascisme de la pensée et de la désinformation, allié à un virulent racisme anti-français."
La lettre de J. Peyrat 1991.

W - WAFFEN-SS :
"(...) en définitive, Franz Schoënhuber (ancien waffen-ss) n'a fait que servir son pays, auquel nous avions déclaré la guerre quelques années auparavant, dans une arme qui était la waffen-ss, dans laquelle d'ailleurs on mettait les jeunes de 18 ans, sans leur demander leur avis à cet époque."
Conseil municipal - juin 1990.



DIDIER MATHUS, député de Saône-et-Loire, responsable des médias et de l'audiovisuel au sein du groupe socialiste.

"Les autoroutes de l'information, c'est la conjugaison du téléphone, de l'image de télévision et des données informatiques, par des liaisons interactives à très haut débit.

(...) "Les autoroutes de l'information seront-elles un facteur de cohésion sociale ou au contraire de discrimination sociale et géographique ? (...) Chacun connaît la pente naturelle du marché en l'absence d'intervention massive de la puissance publique pour imposer la prise en compte de l'intérêt collectif. Choisir le laisser-faire, c'est reléguer l'utilité sociale au rang de préoccupation accessoire. Et ceux qui sont aujourd'hui marginalisés ou précarisés, sur le plan du travail et du revenu, le seront doublement demain, car ils le seront de surcroît sur le plan de la culture et de l'information.

(...) Ne recommencez pas les erreurs que vous avez commises en 1986 pour la télévision, au nom du libéralisme et du mieux-disant culturel, en vendant la première chaîne à un groupe de travaux publics ! (...) Enfin, c'est un enjeu culturel : le monde n'a jamais été économiquement aussi inégalitaire, ni aussi furieusement égalisateur à l'égard des idées et des mœurs qu'il impose partout. "

3 QUESTIONS

JACQUES GUYARD, DÉPUTÉ DE L'ESSONNE ET AUTEUR DU RAPPORT PARLEMENTAIRE SUR LES SECTES

Certaines voix ont critiqué votre rapport comme un acte de "chasse aux sorcières", une atteinte à la liberté religieuse, en particulier celle des nouveaux mouvements religieux...

Le groupe socialiste a proposé à l'Assemblée nationale, au printemps 1995, de créer une commission d'enquête sur les sectes en France. L'Assemblée l'a acceptée et m'a désigné comme rapporteur. Notre rapport, adopté également à l'unanimité le 20 décembre, avant la découverte du suicide collectif de la secte du Temple solaire, a soulevé de vives réactions dans le milieu des associations qualifiées de sectes, après enquête des Renseignements généraux. J'ai reçu des dizaines de lettres et des menaces précises, m'accusant d'atteinte à la liberté religieuse.

Néanmoins, mon rapport est fidèle à l'esprit de laïcité de la Constitution et fait soigneusement la séparation entre les convictions philosophiques et religieuses, qui relèvent de la sphère personnelle et ne concernent pas les pouvoirs publics, et les déviances constatées dans les pratiques de certains groupes. Ce sont ces pratiques seules (déstabilisation mentale, exigences financières exorbitantes, danger pour la santé, rupture avec l'environnement familial et professionnel, etc.) que nous demandons de poursuivre. Tout groupe religieux, ancien ou nouveau, qui se limite à une activité religieuse n'a rien à craindre.

Comment avez-vous perçu, lors du débat à l'Assemblée, les promesses de Jacques Toubon, ministre de la Justice, pour sensibiliser davantage la justice aux activités des sectes ?

Lors du débat public sur ce rapport, le 10 janvier, à l'Assemblée, Jacques Toubon m'a paru décidé à former et motiver les magistrats pour agir contre les déviances sectaires. Et nous attendons du Premier ministre qu'il officialise, dans les prochains jours, la création auprès de lui de l'Observatoire national que nous avons demandé, afin que chacun puisse disposer d'une information objective.

Comment comptez-vous prolonger votre travail d'investigation ?

Nous souhaitons poursuivre notre action, en veillant à ce que la pression ne retombe pas. Je me propose, d'ici un an, de faire le bilan des décisions et actions concrètes qui auront été engagées.

Propos recueillis par Bertrand Fort

LE FORUM ÉCONOMIQUE MONDIAL DE DAVOS

Le baromètre du "libéralisme global"

Du 1er au 6 février, s'est tenue une nouvelle édition du "World Economic Forum" à Davos (Suisse). Face à l'orthodoxie libérale, des stratégies alternatives sont urgentes.

Le succès croissant de ce forum fait que l'on y dénombre aujourd'hui plus de mille participants : principalement des hommes politiques, banquiers et chefs d'entreprise du monde entier. Ce rendez-vous est celui de l'orthodoxie libérale ou celui, selon le terme à la mode, "du libéralisme global" qui associe étroitement libéralisme et mondialisation. Mondialisation, ce terme tellement en vogue, cet alibi imparable du "tout marché", de "l'économie-monde".

La majorité des intervenants ont, dans leurs exposés, opposé les performances économiques des Etats-Unis, des pays d'Asie, de l'Amérique latine à celles de l'Europe où la croissance plus faible, plus contrastée, s'est arrêtée au deuxième semestre 95, surtout en France et en Allemagne, ce qui a pour effet d'amplifier les déficits des comptes publics (budget de l'Etat, budgets sociaux, etc.) et le nombre de chômeurs.

Course de vitesse

Raymond Barre, qui est l'un des membres actifs de l'organisation de Davos a fait un diagnostic de ces écarts entre l'Europe et les autres continents. L'Europe est en retard dans la course au changement et c'est le rythme d'adaptation qui va établir la sélection. Sur l'origine de ce retard, la majorité des présents y décèle l'obstination des Européens à défendre leur modèle social. Pour le maire de Lyon, les sociétés européennes sont trop protégées et c'est ce qui les empêche de s'adapter au changement. Quant à Hans Tietmeyer et Jean-Claude Trichet, le président de la Bundesbank et le gouverneur de la Banque de France, ils ont clairement indiqué que leur politique de taux d'intérêt, souvent critiquée, avait quasiment atteint ses limites et qu'il était vain de miser sur des baisses significatives supplémentaires pour faire repartir la croissance. Tous deux ont assuré que le développement de la flexibilité est au moins aussi important, si ce n'est plus, que d'arriver à temps à l'union monétaire, et que la compétitivité n'est possible qu'au prix de réformes structurelles. Pour le président de la Bundesbank, les bénéfices apportés par la monnaie unique seront de peu d'utilité dans une Europe aux marchés rigides et peu ouverts à la concurrence. Et le président péruvien Fujimori de déclarer : "les trous financiers des régimes de Sécurité sociale européens peuvent causer une nouvelle crise financière internationale". Carlos Menem, président argentin, a surenchéri : "Il y a beaucoup de pays développés qui exigent que nous prenions des mesures allant au-delà de celles qu'eux-mêmes ont prises. Nous avons privatisé le système des retraites, ce que l'Europe n'a pas encore fait".

On a donc beaucoup parlé des fonds de pension. Mais il ne faut pas les réduire à une caricature car la réalité est plus complexe et ils ne signifient pas inexistence ou abolition des régimes de Sécurité sociale.

Les stratégies alternatives à celles énoncées à Davos exigent créativité, mobilisation des énergies et alliances dynamiques dans l'action. Au mouvement socialiste d'apporter la preuve qu'il peut être un élément déterminant de cette stratégie.

François Mancy

COÛTS SALARIAUX

Les écarts se creusent en Europe

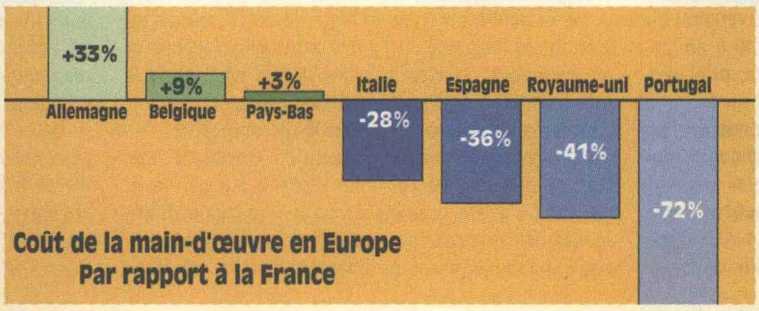
Par rapport à la France, la main-d'œuvre est aujourd'hui plus chère de 33 % dans la partie occidentale de l'Allemagne, de 9 % en Belgique, de 3 % aux Pays-Bas. Elle est moins chère de 28 % en Italie, de 36 % en Espagne, de 41 % au Royaume-Uni et de... 72 % au Portugal. Les résultats de l'enquête sur le coût horaire de la main-d'œuvre, réalisée par l'institut Rexecode, permettent de toucher du doigt les conséquences des fluctuations de la livre, de la lire et de la peseta à la suite de l'éclatement du système monétaire européen.

Alors que de 1988 à 1992, les écarts s'étaient resserrés grâce à l'intégration de plus en plus forte des différentes économies, ils se sont brutalement creusés depuis : de 1992 à 1995, ils ont augmenté de plus de 16 % en Allemagne de l'Ouest, de 8,1 % en France alors qu'ils baissaient de 6,5 % au Royaume-Uni et de 10 % en Espagne et qu'ils s'effondraient de 21 % en Italie.

Dans une conjoncture devenue de plus en plus difficile, les salaires ont peu augmenté : entre 5 et 6 % au Danemark et aux Pays-Bas de 1992 à 1995, de 8 % en France, de 13 % environ en Allemagne de l'Ouest, une hausse similaire à celle des pays comme le Royaume-Uni ou l'Italie (11 %) que la dévaluation compétitive de leur monnaie avait placés en situation de force.

L'OCDE a étudié la manière dont les différents pays ont tenté de diminuer ces coûts : à quelques nuances près, elle est la même partout. La France a abaissé les cotisations patronales de Sécurité sociale pour les jeunes et les travailleurs à bas salaires. La Belgique a réduit, elle aussi, les cotisations pour les jeunes, les bas salaires et les chômeurs de longue durée. L'Irlande a fait de même pour favoriser l'embauche des chômeurs inscrits depuis au moins trois mois. Conclusion de l'OCDE : les résultats des stratégies mises en œuvre sont très en deçà de ce qu'il faudrait. Mais l'OCDE a une conception très particulière de ce qu'il faudrait : elle est l'une des plus ardentes propagandistes de la flexibilité du temps de travail.

M.G.



Coût de la main-d'œuvre en Europe
Par rapport à la France

INVESTISSEMENT
Après avoir augmenté leurs investissements de 13 % en volume en 1995, les industriels européens comptent les freiner cette année. Ils prévoient une hausse de 4 % seulement en moyenne. Principale raison de cette prudence, selon l'Insee : la poursuite de la baisse des prix industriels.

CROISSANCE
La France est en stagnation : la croissance est nulle depuis le mois d'août dernier. Elle devrait être limitée à 1,5 % en 1996, selon Alain Lamassoure, le porte-parole du gouvernement.

SECURITE SOCIALE
C'est la récession qui est à l'origine de la crise de la Sécurité sociale, et non l'excès des dépenses. Sans la crise économique, affirme l'OFCE, un très sérieux institut de conjoncture, toutes les branches de la sécu seraient en équilibre. Son jugement est sans appel : "La crise de la protection sociale est due aux dysfonctionnements de la politique économique ainsi qu'à un enchaînement récessif lié à l'incapacité de maîtriser l'évolution du partage entre revenus du travail et profits."

ALLEMAGNE
A partir du 1er avril, les chômeurs de longue durée verront diminuer de 3 % chaque année le salaire de référence servant au calcul du montant de leur allocation. Ce sont les députés allemands qui ont adopté, vendredi dernier, par 313 voix contre 287, cette loi réduisant l'aide sociale versée aux chômeurs de plus d'un an.

TAXE PROFESSIONNELLE
Le taux de la taxe professionnelle peut varier de 27,58 % (Bordeaux) à 3,04 % (Neuilly). Quant à la part départementale, elle oscille entre 3,72 %, comme dans la Marne, à 11,74 % dans le Vaucluse. Le gouvernement souhaite modifier l'assiette de cette taxe, dont un tiers est à sa charge, à la suite des aménagements qui se sont multipliés au fil des années.

CONDAMNÉE À 15 ANS DE PRISON EN TURQUIE POUR DÉLIT D'OPINION

Leyla Zana, lauréate du prix Sakharov pour la liberté de l'esprit

Le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit, créé par le Parlement européen, a été attribué à Leyla Zana, parlementaire turque d'origine kurde, condamnée à quinze ans de prison pour "appui au terrorisme" pour avoir prononcé quelques mots en kurde au Parlement turc, lors de son élection comme députée, pour plaider l'amitié entre les deux peuples.

Leyla Zana -seule femme parmi les six députés condamnés et épouse de Medhi Zana, ancien maire de Diyarbakir, récemment libéré après avoir été condamné à quatre ans de prison pour témoignage devant une commission du Parlement européen, en 1992, sur les violations des droits de l'homme en Turquie- n'a pas été autorisée par le gouvernement turc à venir à Strasbourg recevoir son prix. Seul, son mari, libéré le 25 décembre, a pu la représenter.

Aux députés européens, depuis la prison d'Ulucanlar, Leyla Zana écrit : "les geôliers qui enferment mon corps derrière les épais murs d'une prison d'Ankara n'ont pas le pouvoir d'empêcher mon esprit de voyager en toute liberté... je serai donc toute cette journée en pensée avec vous... je crois qu'en choisissant de me décerner ce prix, tout en sachant que vous alliez ratifier quelques semaines plus tard l'Union douanière, vous avez pris un risque : celui de donner à l'opinion publique un message un peu brouillé. En quatre ans, ce régime a rayé de la carte plus de 3 000 de nos villages, conduit trois millions de Kurdes à l'exode, fait tuer 105 dirigeants politiques ainsi que plus de 3 000 intellectuels kurdes pacifistes", accuse-t-elle avant de constater que la situation ne s'est guère améliorée en 1995 : en un an, près de 6 000 citoyens ont été jugés pour délit d'opinion, 1 200 cas de tortures graves ont été répertoriés, 184 personnes ont disparu pendant leur garde à vue et un ancien député kurde a été arrêté. "Malgré ce tableau bien sombre, j'espère, dans l'intérêt de nous tous, que vos calculs s'avèreront justes, sinon la foi de notre peuple dans les principes et les valeurs de l'Europe démocratique sera ébranlée. Je rêve peut-être mais certains rêves d'hier sont bien devenus réalités. Après tant d'années de guerre et de tueries, Français, Allemands, Anglais et autres peuples européens ont pu se réconcilier et, aujourd'hui, ils construisent ensemble l'Union européenne. L'heure est venue aussi d'une réconciliation entre Kurdes et Turcs dans le cadre de la démocratie et des frontières existantes".

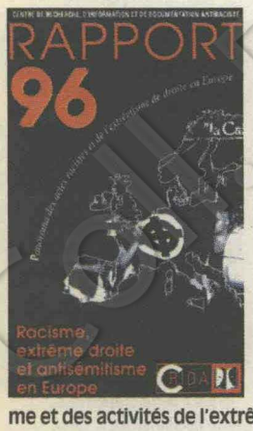
Le pardon au peuple kurde

Insistant sur le fait que son peuple aspire à la paix, à la reconnaissance de sa dignité et de son identité, Leyla Zana plaide longuement pour l'instauration d'un dialogue multilatéral "entre Kurdes et Turcs, entre Kurdes et Européens, entre Européens et Kurdes." "Je pense, qu'il est possible de trouver aujourd'hui une solution politique au problème kurde dans le cadre de la démocratie et des frontières existantes», affirme-t-elle avant de proposer un plan en trois points pour amorcer une dynamique de paix avec le soutien de l'Union européenne et des Etats-Unis : cessez-le-feu bilatéral pour une durée indéterminée, amnistie générale de tous les prisonniers politiques, réforme de la législation afin de permettre la libre activité des partis politiques kurdes récusant la violence et respectueux de l'intégrité territoriale du pays. "Nous attendons qu'émerge parmi les Turcs un président humaniste, qu'il aille à Diyarbakir, qu'il s'agenouille et demande pardon au peuple kurde pour les souffrances et les humiliations infligées depuis 72 ans, qu'il mette un peu de baume à nos cœurs brisés. Nous pourrions alors ouvrir ensemble une nouvelle page de notre histoire."

Laurence Dumont, Secrétaire nationale aux droits de l'homme

RAPPORT 96 DU CRIDA

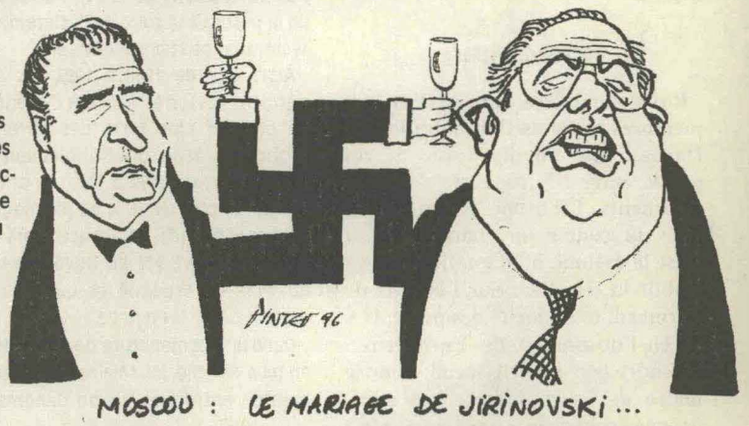
Combattre l'extrême droite sur le terrain de ses pratiques comme de ses idées



Les atteintes aux droits de l'homme et aux libertés individuelles demeurent une menace permanente dans tous les pays et rappellent qu'en cette matière, sans verser dans la sinistrose, on ne doit pas relâcher la vigilance. Le rapport 96 du CRIDA, Centre de recherche d'information et de documentation antiraciste présente, pays par pays, l'état du racisme, de l'antisémitisme et des activités de l'extrême droite en Europe et propose quelques réflexions «transversales».

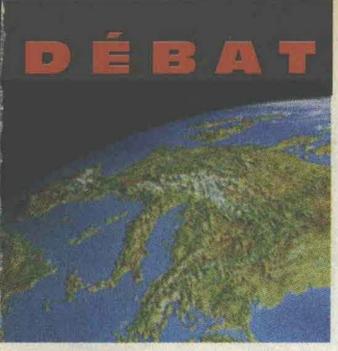
L'actualité a malheureusement fourni assez de matière pour alimenter le rapport 96 du CRIDA. Si, globalement, la situation n'a pas empiré depuis l'an dernier, force est cependant de constater que l'extrême droite s'implante progressivement dans le paysage politique de divers pays européens. Pour apporter quelques éléments de réflexion, ce rapport présente plusieurs études faisant le point sur l'activité des groupes les plus agressifs. La structuration de l'extrême droite semble, en effet, se faire, au niveau international, plus sur des activités spécifiques que par le biais d'accords politiques.

Les causes du développement de l'extrême droite d'un pays à l'autre sont bien souvent similaires. Les objectifs, point par point, restent les mêmes, et les actions communes, ou identiques d'un pays à l'autre, sont plus facilement envisageables. Et c'est là, sans doute, que réside le plus grand danger. Les résultats électoraux sont contrastés : progrès en France, recomposition en Italie, poussée en Belgique, recul en Allemagne, etc. Mais au-delà de l'électorat sur lequel elle s'appuie, et qui peut s'avérer parfois versatile, l'extrême droite réalise des avancées au niveau des idées qu'elle propage, qui s'implantent durablement dans les esprits et dans les pratiques et qui sont capables d'influer sur les politiques gouvernementales et de peser sur les recompositions à droite. L'action de l'extrême droite ne doit pas être sous-estimée. C'est pourquoi la lecture de ce rapport pourra alimenter les réflexions de ceux qui veulent vraiment agir. Il faut combattre l'extrême droite sur le terrain de ses pratiques comme de ses idées.



MOSCOU : LE MARIAGE DE JIRINOVSKI ...

Rapport 96 - 69 francs
CRIDA, 21 ter rue Voltaire 75011 Paris



Le débat proposé par Lionel Jospin aux socialistes suscite plusieurs contributions. La première est présentée, cette semaine, par Jean-Luc Mélenchon, au nom de la gauche socialiste.

Pour un nouveau traité européen

par Jean-Luc Mélenchon

Face aux profondes mutations que connaît le monde contemporain, la mondialisation est rapidement devenue un terme fourre-tout, utilisé à la fois pour expliquer les problèmes de notre pays et résumer la complexité et la diversité des situations des autres pays du monde.

Pour réfléchir collectivement à la mondialisation, il convient donc d'échapper à ces dérives pour aborder les différentes facettes de cette question à partir des données et des informations disponibles.

Mettre l'information à la disposition de chaque militant pour faciliter le débat politique, telle est la démarche qui a guidé la réalisation des page 8 et 9.

Le Secrétariat national à la Formation.

Le débat proposé par Lionel Jospin sur l'Europe et la France dans le contexte de la mondialisation permet de poser globalement les problèmes auxquels sont confrontés les socialistes et la gauche. Pour la première fois depuis des années, la discussion est débarrassée de tout enjeu de pouvoir ou de personnes. Chacun peut librement trancher sur le fond. C'est bien le grand débat dont nous avons besoin.



La gauche socialiste contribue à ce grand débat en partant d'une analyse du nouvel âge du capitalisme dans lequel nous vivons. De cette analyse nous déduisons les causes de l'impasse dans laquelle est aujourd'hui enfermée la stratégie européenne des socialistes. Partisans d'une République européenne fédérale, nous ne nous résignons pas à voir l'Europe actuelle n'être que la courroie de transmission des effets destructeurs de la mondialisation libérale. C'est pourquoi nous disons : «Maastricht, c'est fini.» Il est urgent de proposer un nouveau traité européen qui inverse les priorités dans les critères de convergence à impulser dans les quinze pays de l'Union européenne. L'espace que m'ouvre cette page me permet d'évoquer trois des questions analysées par notre contribution.

Le nouvel âge du capitalisme

N'a-t-on pas dit que nous avions affronté le capitalisme des années 80 avec l'analyse que nous en avions dans les années 60 ? Oui, le capitalisme change, lui aussi. Celui que nous subissons aujourd'hui présente des traits nouveaux essentiels qui modifient profondément les schémas auxquels nous nous référons pour agir. Notre époque est bien celle d'un nouvel âge du capitalisme dont notre contribution étudie les caractéristiques. Elle montre l'émergence d'un capitalisme financier transnational qui est devenu dominant. Il modèle l'environnement productif, social, culturel. Il anémie tous les outils de régulation collective, à commencer par les Etats-nations. Nous sommes obligés de repenser le cœur même de notre stratégie : la construction européenne.

Dans ce domaine, les socialistes pensaient que les concessions faites aux libéraux pour avancer dans l'intégration économique seraient payées en retour par une nouvelle capacité de régulation citoyenne. Le compromis social, devenu de plus en plus difficile à préserver dans le cadre national compte tenu de la pression de la «contrainte extérieure», redeviendrait possible à l'échelle où cette contrainte pourrait être de nouveau maîtrisée. C'est le pari de l'Acte unique, c'est celui du traité de Maastricht. Ce pari a échoué. La stratégie socialiste est dans l'impasse. Pourquoi ? Parce que l'Europe n'échappe pas, elle-même, à la mondialisation libérale. Le capital financier transnational la domine. L'intégration économique ne créera jamais plus mécaniquement de l'intégration politique (même si elle en reste une condition nécessaire). De ce fait, progressivement, tous les outils de la construction européenne se sont retournés contre le projet politique initial de la marche vers les Etats-Unis d'Europe. C'est cette spirale qu'il faut briser.

Maastricht, c'est fini

Le risque est grand que l'idée même de l'Europe soit bientôt massivement rejetée par les populations européennes. Les responsables sont ceux qui continuent à faire passer l'Europe libérale pour la seule Europe possible. Pour inverser l'euroscepticisme populaire, il faut renoncer aux discours incantatoires sur les bienfaits qui viendraient demain au prix des souffrances d'aujourd'hui. Ils ne viendront pas si un nouveau cap n'est pas pris. Dès 1993, le congrès socialiste du Bourget s'était prononcé pour «dépasser le traité de Maastricht». Il était vite apparu, en effet, que le compromis réalisé avec les gouvernements libéraux par ce traité tournait à l'avantage exclusif de leurs politiques. Depuis, la situation s'est encore dégradée. Du coup, les critères de convergence tels qu'ils ont été définis pour parvenir à la monnaie unique impliquent une politique de régression sociale qui bouleverse le paysage du continent. Nous n'en voulons pas. Prétendre ajouter un «volet social» aux critères de convergence tels qu'ils sont aujourd'hui, n'est qu'un leurre. La remise en cause des critères de convergence est le préalable d'un redéploiement de la construction européenne fondée sur l'adhésion des peuples. Certains espèrent qu'une fois franchi le seuil de la monnaie unique, créée dans ces conditions, les politiques gouvernementales retrouveront leurs marges de manœuvres. Nous les mettons en garde : ce qui aura été détruit pour parvenir au résultat ne sera pas reconstruit sans de nouvelles luttes contre ceux-là mêmes qu'on aura aidé à parvenir à leurs fins. C'est absurde. Pourquoi les socialistes prêteraient-ils la main à une telle opération ? Pourquoi s'interdisent-ils de partir de leurs propres objectifs pour définir leur stratégie de construction européenne ? Pourquoi se soumettre par avance à des logiques qui ne sont pas les nôtres ? De retour au pouvoir en 1998, n'aurons-nous d'autre projet possible que de continuer à jouer le scénario de «c'est pas ce qu'on aurait voulu mais la voie européenne est à sens unique...» Nous proposons au contraire de nous engager résolument pour un nouveau traité européen qui inverse les priorités actuelles. Partons des objectifs sociaux et politiques. C'est possible, nous en avons les moyens. Notre contribution les énumère et montre que l'argument de l'impuissance n'a pas d'excuse quand on dispose de la force de la France, de la dynamique franco-allemande, du levier du mouvement social et de la puissance du mouvement socialiste en Europe. Encore faut-il le vouloir.

Pour un nouveau traité européen

Si l'intégration économique n'est plus le levier de l'intégration politique, alors c'est par la politique, le rapport de force civique, la mobilisation sociale qu'il faut reprendre la marche de la construction européenne. C'est dans la conviction des peuples et dans la dynamique de leurs revendications que se trouve le moteur de l'édification européenne. La bataille pour un nouveau traité européen exige qu'une stratégie de rassemblement social et politique, à l'échelle européenne, soit proposée et mise en œuvre. Les forces sont disponibles pour cela. Leur principale faiblesse est d'être privées de perspectives et de coordination. N'est-ce pas le rôle du mouvement socialiste européen que de les proposer ? Croit-on pouvoir obtenir la Constitution européenne que nous réclamons, le contrôle du parlement élu sur l'exécutif européen, bref le contrôle des peuples sur leur destin sans qu'ils se mobilisent pour cela ? Le feront-ils s'ils ne sont pas d'abord appelés à défendre leurs droits fondamentaux comme base du projet européen ? Et si ce n'est pas ça, alors qu'est-ce que c'est ? De bonnes intentions et de belles déclarations politiques pendant que se démolit sans entrave un modèle de civilisation.

La mondialisation en chiffres

LE COMMERCE INTERNATIONAL

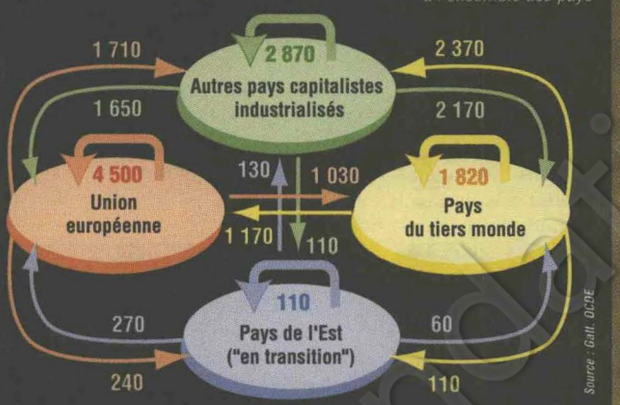
Le commerce international est pour les pays industrialisés, et notamment l'Union européenne, d'abord un commerce interne à chaque zone.

Les pays du tiers monde sont beaucoup plus dépendants de l'extérieur que les pays développés du Nord.

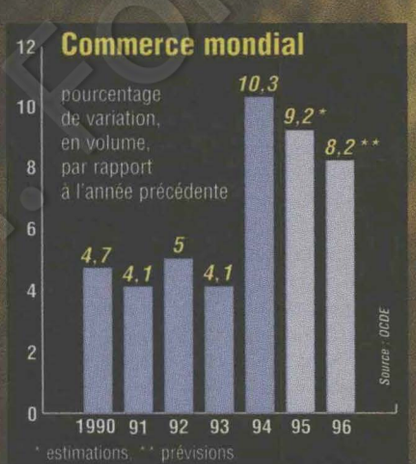
Le commerce mondial connaît une croissance très forte dont la dynamique profite d'abord aux pays de l'espace.

Les grands pôles du commerce de marchandises en 1993

(en milliards de francs)

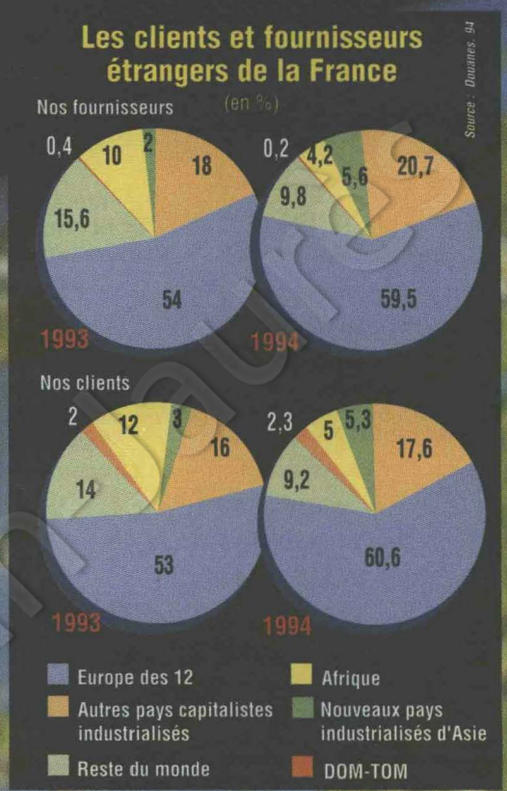


Commerce mondial



SOURCES :
«L'économie mondiale 1996» CEP II
Coll. Repères - Ed. La Découverte.
"L'année économique et sociale 1995. L'analyse de 177 pays"
Bilan du monde - Ed. Le Monde 1996.
"Les chiffres de l'économie et de la société - 1995 - 1996"
Alternatives économiques - Hors série n°26 - 4e trimestre 1995.
«Le délocalisation off-shore»
de R.-Marin Lemesle. Coll. Que sais-je ? 1995. PUF.

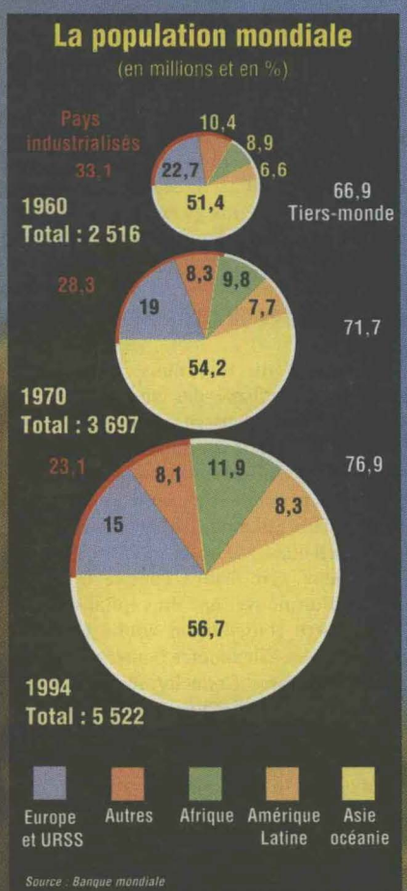
Les clients et fournisseurs étrangers de la France



LE TIERS MONDE ÉCLATÉ : INÉGALITÉS DU SUD ET ÉGOÏSMES DU NORD

La population mondiale

(en millions et en %)



Alors que les pays du Nord, à l'exemple de la France, continuent à connaître des croissances positives, après une période d'expansion extraordinaire, ceux du Sud connaissent des situations très contrastées et de plus en plus divergentes.

Confrontés à une explosion de leur population, ceux qui font face à des croissances faibles ou négatives voient se détériorer, à la fois, leur situation économique globale et le niveau de vie de leurs ressortissants.

Alors que les besoins deviennent toujours plus criants, l'aide publique au développement fournie par les pays développés recule fortement.

Seuls les pays d'Asie, dont les croissances très fortes permettent de faire face, à la fois, à la pression démographique et à la modernisation du pays, tirent nettement leur épingle du jeu.

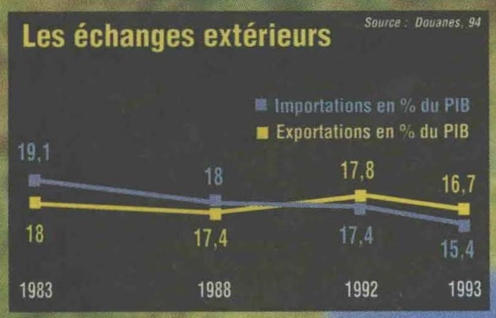
Coll. Fondation Jean-Jaurès

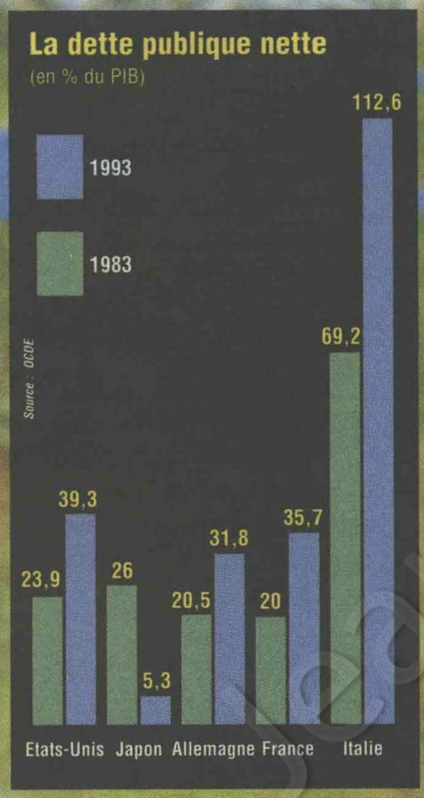
LES ÉCHANGES EXTÉRIEURS DE LA FRANCE

Les échanges de la France avec les pays industrialisés, notamment d'Asie, progressent fortement au détriment de l'Afrique et du reste du monde.

Mais le fait marquant est la progression des échanges avec les pays de l'Union européenne.

Pourtant, dans la même période 1983-1993, la part des échanges extérieurs dans le PIB, donc la dépendance extérieure, décroit fortement.





DETTE ET MARCHÉS FINANCIERS

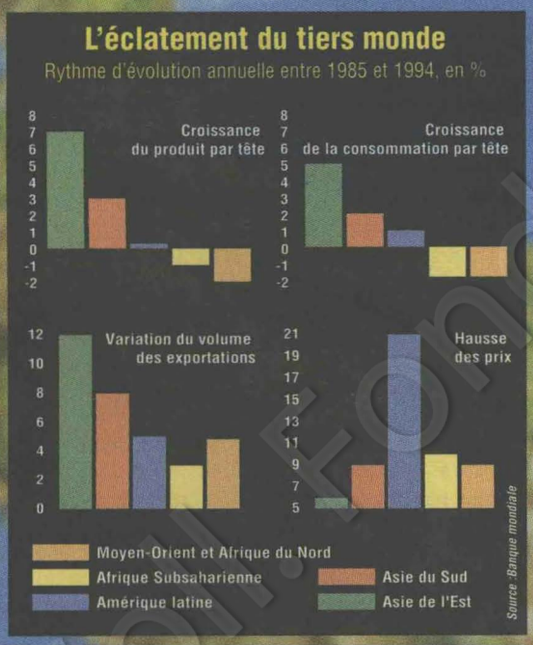
C'est d'abord l'augmentation rapide de la dette publique des pays du Nord qui alimente les marchés financiers, même si la dette extérieure du tiers monde connait une croissance inquiétante.

L'explosion en trois ans du marché des swaps (instrument de couverture contre le risque de variation des taux d'intérêt) traduit l'inquiétude face à l'anarchie croissante des marchés financiers.

Source : BRI, 94

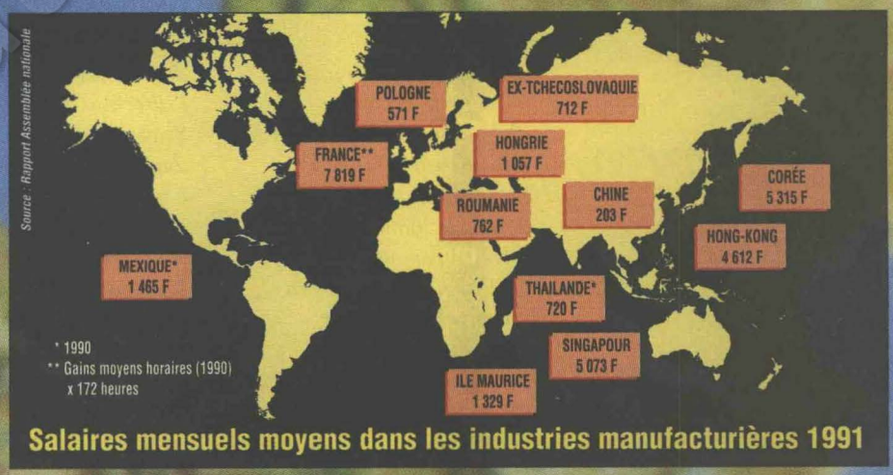
Évolution des marchés des SWAPS (milliards US dollards)

	Décembre 1990	Décembre 1990
Swaps de taux	2 311,5	6 177,3
dont interbancaires	909,5	2 967,3
Swaps de devises	1 155,1	1 799,2
dont interbancaires	310,1	437,0



LES INÉGALITÉS DE SALAIRE

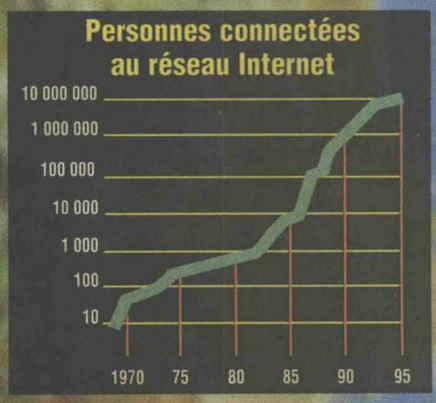
Un fossé gigantesque se confirme entre les salaires des pays riches et pauvres, même si les salaires des nouveaux pays industrialisés d'Asie se rapprochent des niveaux européens.





LA COMMUNICATION MONDIALE

Cette croissance fortement exponentielle du nombre de personnes connectées sur Internet montre, même si elles sont essentiellement concentrées en Amérique du Nord, au Japon et en Europe, que le monde vit aujourd'hui à l'ère d'une communication instantanée et sans frontière



Agenda

Dimanche 18 février :
■ Premier tour de l'élection législative partielle de la 13e circonscription de Seine-Saint-Denis (93).
■ Premier tour de l'élection législative partielle de la 2e circonscription des Yvelines (78).

Lundi 19 février :
■ Marie-Noëlle Lienemann se rend à un réunion de section (plus des sympathisants) à Château-Thierry (Aisne).
■ Elisabeth Guigou participe à un Conseil fédéral, élargi aux secrétaires de section dans la fédération de la Dordogne.
■ Réunion du sous-groupe, issu du groupe de travail du Bureau national, chargé d'élaborer un texte de synthèse en vue de la Convention nationale, salle Marie-Thérèse Eyquem.

Mardi 20 février :
■ Réunion du sous-groupe, issu du groupe de travail du Bureau national, chargé de procéder aux auditions des personnalités en vue de la Convention nationale.
■ Réunion du sous-groupe, issu du groupe de travail du Bureau national, chargé d'élaborer un texte de synthèse en vue de la Convention nationale.

Mercredi 21 février :
■ Réunion du GSE Enseignement.
■ Première édition des mercredis de Solferino : réception de l'équipe fédérale de Loire- Atlantique au siège national.
■ Gérard le Gall intervient à Sèvres sur la mondialisation.
■ Commission Asie du Département international.

Jeudi 22 février :
■ Réunion plénière du groupe de travail du Bureau national, présidée par Lionel Jospin, à 10 heures.
■ Harlem Désir participe au 4e Forum du PCF à Lyon.

Samedi 24 février :
■ Didier Hoeltgen, délégué national au Service public hospitalier, réunit le groupe de travail du secteur Entreprises "Santé - Protection sociale", au siège du Parti à 14 heures.
■ Conseil national de la FNESR, de 9 h à 17 h, au Palais des Congrès, à Paris
■ Conférence nationale agricole et rurale, sur le thème "Quelles orientations face au nouveau contexte local et international ?", en présence de Lionel Jospin, à l'Assemblée nationale, 101 rue de l'Université.
■ Jean Poperen participera à un Forum du PCF, à Bordeaux.
■ Réunion du groupe des experts, commission "Le réformisme européen".
■ Cinquième stage région Ile-de-France, à Torcy (77), sur le thème "Politique de la ville", avec Adeline Hazan et Michèle Sabban.

Agenda du Premier secrétaire

19 février
10h00 ⇨ Commission préparatoire

20 février
19h00 ⇨ Séminaire sur le Secteur public avec Ségolène Royal

21 février
10h00 ⇨ Secrétariat national
17h00 ⇨ Bureau national

23 février
14h30 ⇨ Conférence à l'IEP de Toulouse
18h00 ⇨ Accueil des nouveaux adhérents à la fédération

24 février
11h30 ⇨ Commission nationale agricole
15h00 ⇨ Conseil national de la FNESR au Palais des Congrès, à Paris

Déplacements dans les fédérations

16 février		
Pascal Boniface	Coutances (50)	Conseil fédéral
Alain Claeys	Tulle (19)	Conseil fédéral
22 février		
Daniel Vaillant	Montpellier (34)	Conseil fédéral
24 février		
Daniel Vaillant	Blaye (33)	Banquet
Alain Vidalies et Jean-Marcel Bichat	Captieux (33)	Stage formation
Jean Poperen	Bordeaux (33)	Forum avec PC
Adeline Hazan et Michèle Sabban	Torcy (77)	Stage formation

RÉUNION DES PREMIERS FÉDÉRAUX ET TRÉSORIERS

L'intervention de Lionel Jospin. (extraits)

"C'est une réunion de direction, d'organisation et de travail tournée vers l'action.(...) L'essentiel de mon action, depuis le mois d'octobre, a été de remettre au travail le siège central, renouveler les liens entre la direction et les directions fédérales, restaurer l'élaboration collective, le travail de réflexion, faire vivre le débat au sein du PS, jouer notre rôle d'opposant dans le pays en préparant l'alternative. (...) Si vous vous reconnaissez dans ces grands objectifs, à vous de les faire vivre dans vos fédérations, et sur le terrain. (...) La force du PS ne peut être seulement nationale (...) mais elle est une addition de ses forces locales et c'est ce que nous allons vérifier dans le dialogue que nous allons nouer, dans le travail que nous allons faire ensemble aujourd'hui..."

Le 18 février, sur FR3, aux environs de 10h50, sera diffusé un clip de 8 minutes à la mémoire de François Mitterrand. Nous vous ferons part des autres dates de diffusion dans les prochains numéros de "Vendredi".

Entretiens de Solferino

ALAIN BERGOUNIOUX,
Secrétaire national à la Formation
vous invite à débattre sur le thème :

«La gauche et la Nation»
avec
Alain Finkielkraut, écrivain
Jean-Christophe Cambadélis, secrétaire national du PS

Jeudi 22 février 1996
de 18H30 à 20H30
Salle Marie-Thérèse Eyquem
10, rue de Solferino - 75007 Paris
S'inscrire auprès de Michel Amri, secrétariat national à la Formation :
Tél. : 45 56 77 45

JOURNÉE DES PREMIERS SECRÉTAIRES ET TRÉS

Peut-être la f

Les Premiers secrétaires de nos fédérations, de nos sections, se sont longtemps sentis un peu seuls. Aujourd'hui, c'est clair, la rénovation et la reconquête passeront, en priorité, par eux.

Près de 200 responsables participaient, le 10 février, à une rencontre des Premiers secrétaires et des Trésoriers fédéraux autour de Lionel Jospin, de Jean-Pierre Bel, Secrétaire national aux Fédérations et d'Alain Claeys, Trésorier national.

Pour les accueillir, Jean-Pierre Bel, devait donner le ton pour un échange non-stop où les interventions de la salle ont été largement privilégiées.

"Il faut retrouver le goût du terrain, multiplier les rencontres, les déplacements dans les fédérations, dans les sections, renouer avec le contact direct qui fait la force des grands partis, a souligné Jean-Pierre Bel. Nous irons dans les fédérations, de la plus petite à la plus grande, nous vous accueillerons au siège de Solferino, nous voulons innover dans les moyens de communiquer, pour les rendre plus faciles, plus efficaces, plus opérants.

Mais, surtout, nous allons tout faire pour réhabiliter l'échelon de base, la cheville ouvrière que sont les secrétaires de section.

Nos réunions de section doivent être des moments d'échange, de spontanéité où la réflexion et les choix politiques découlent d'une démarche collective."

Quand les Premiers secrétaires fédéraux ont pris la parole, c'est toujours sans ambages, en toute liberté, pour pointer le doigt sur l'espoir mis dans les combats à venir, mais aussi sur les carences, les erreurs ou les oublis.

Ainsi Christian Bourquin (Pyrénées-Orientales), Robert Navarro (Hérault), ont réclamé plus d'auto-

JEAN-CLAUDE FORTIER, DÉLÉGUÉ NATIONAL À L'EDUCATION

La fracture scolaire

La violence à l'école est un problème suffisamment grave pour que l'on témoigne d'une volonté plus structurée que celle affichée par le ministre de l'Education nationale.

Du numéro vert à l'usage des enseignants en détresse, annoncé d'ailleurs en mars 1995, on est passé à l'idée de "sanctuarisation" de l'école en s'appuyant sur un discours plus que suspect, prônant le repli sur soi de l'école.

Le ministre de l'Education nationale s'appuie sur des événements plus ou moins médiatisés pour développer des points de vue déformants sur la question de la violence à l'école.

Un milieu protecteur plutôt que protégé

Il est clair que la violence à l'école est très largement importée. Ceci étant dit, le syndrome de la "porte ouverte ou fermée" est vraiment simpliste pour tenter de régler les problèmes. L'école doit être ouverte et son ouverture doit être maîtrisée dans la perspective d'une meilleure sécurité. Nous pensons que l'école doit être un milieu protecteur plutôt que protégé.

Le traitement de la violence à l'école passe certes par la répression. Mais n'oublions pas que l'essentiel du problème concerne la relation des élèves avec la société (aspect totalement absent du discours actuel) et passe par des stratégies de prévention et de médiation. Il y a une source interne de violence à l'institution qui trouve son origine immédiate dans l'échec scolaire de la partie des enfants qui répondent à la définition de la fracture sociale.

L'institution scolaire a en elle des ressources qui lui permettent de vaincre la violence en la prévenant de manière très efficace grâce à ses équipes pédagogiques. Les formules à l'emporte-pièce, comme celles que nous entendons depuis plusieurs jours, sont pour le moins déplacées.

Les dés sont-ils pipés ?

La seule solution est la relance de la politique des zones d'éducation prioritaire pour les établissements les plus exposés mais aussi, pour l'ensemble, une véritable vision globale d'une politique basée sur le retour de la confiance dans l'autonomie des établissements scolaires.

Les rythmes scolaires : la gauche a développé, à compter de 1990/91, à l'initiative de Lionel Jospin, toute une série d'expérimentations en grandeur nature, destinées à apprécier les modalités de développement, les plus harmonieuses socialement, de l'institution scolaire.

Jacques Chirac a même annoncé un référendum qui porterait, au moins pour partie, sur la question des rythmes scolaires. Les dés sont-ils pipés ? Alors même que l'évaluation sur ce que l'on pourrait appeler "l'expérience Jospin" est en cours et sera terminée dans quelques mois, on observe une précipitation insolite, qu'il est difficile à comprendre.

La généralisation d'une formule présentée par Guy Drut est, dans l'état des finances publiques, impossible. De plus, le corollaire du système à l'allemande c'est le risque d'inégalité si on le met en place dans les communes qui peuvent suivre financièrement alors que les autres resteront bloquées. Le ministère de l'Education nationale a perdu la main sur ce dossier, de même qu'il l'a perdue sur la question de l'apprentissage.

ORIERS :

in d'une grande solitude

rité et de clarté face à ceux qui ne respectent pas les règles du parti.

Roland Beix (Charentes) et Serge Bernard-Luneau (Oise), satisfaits du nouveau dynamisme manifesté par la direction ont souhaité, quand même, des réponses plus précises sur des "questions ponctuelles décisives".

Même attitude pour Gérard Lindeperg (Loire) pour qui les problèmes actuels dans l'industrie de l'armement méritent une sérieuse prise en considération. (...)

Pour clore cette matinée, c'est Daniel Percheron (Pas-de-Calais) qui a exprimé sa satisfaction de voir le parti aujourd'hui "incarné et animé"."Le temps du sauve-qui-peut fédéral est maintenant terminé, c'est un événement. Bien sûr, les réponses politiques que nous saurons apporter seront décisives, mais le rythme choisi est bon", a lancé Daniel Percheron, en ponctuant son intervention par une question à Lionel Jospin : "Dans nos rapports avec le Parti communiste, comment et dans quelles conditions lui accordera-t-on le label de parti de gouvernement ?"

La réponse du Premier secrétaire fut le temps fort de cette journée. Celui qui participa à la discussion du Programme commun revint sur les rapports souvent difficiles que les deux partis de gauche ont entretenus depuis le début des années 70.

Dans toutes ces périodes, la constance des positions socialistes, -longtemps portées par François Mitterrand-, rassembler la gauche, rassembler malgré tout, fut la meilleure arme pour les victoires qui suivirent.

Ce n'est pas au PS de répondre à cette question, mais bien aux communistes en s'interrogeant sur leur place dans la vie politique française.

Elisabeth Guigou, Pierre Moscovici, Harlem Désir et Alain Bergounioux, se sont adressés également aux responsables des fédérations sur les domaines de leur compétence. Chacun d'eux a insisté sur la nécessité de mettre en place localement un correspondant qui puisse se faire le relais naturel de l'action développée.

Il appartenait ensuite à Alain Claeys d'aborder, dans le détail, toutes les questions essentielles de trésorerie et de financement qui réclament la plus grande transparence, ainsi que la plus grande rigueur.

Au terme de cette journée marathon, les cadres fédéraux -acteurs quotidiens et représentants du Parti socialiste-, sont repartis dans leurs départements avec le sentiment d'un échange fructueux, conscients de leur rôle et déterminés pour l'action future.

Secrétariat aux fédérations



Patrimoine Pierre Mondeart Sarre

COUP de CŒUR et de CROC

♠ LA "LYONNAISE" ET LE PATRIMOINE CULTUREL

La pieuvre "Lyonnaise des eaux", célèbre phagocitteuse, veut mettre la griffe sur le château de Blois par le biais d'une de ses filiales. Est-il vraiment nécessaire de remettre le patrimoine à des sociétés privées ? Heureusement, Jack Lang, maire de Blois, peut empêcher cette main-basse sur le château où le ligueur De Guise fut exécuté.

♠ PLUS DE CINÉMA NICARAGUAYEN

Les regards culturels mondiaux se sont fixés sur le Nicaragua pour deux spectacles : le show papal et le tournage du prochain chef-d'œuvre de Ken Loach "Carla's song" sur les "contras" et les somozistes. Côté autochtone, rien. La parenthèse sandiniste avait fait éclore une moisson de films, de l'alphabétisation à la redistribution des terres. Depuis 1990, plus de création nicaraguayenne et les cinoches ferment. Quand la culture cinématographique disparaît, il y a danger dans tous pays.

♠ CLOVIS : LE "BAPTÊME DE LA FRANCE" ?

Anniversaire à controverser : colloques, livres, spectacles, messes, expos et "point fort" (dit la pub de l'épiscopat), la venue du pape le 22 septembre. Tout cela pour l'"année Clovis" (1) et ses festivités à Reims, que les intégristes-royalistes craignent de voir perturbées par l'ultra-gauche... C'est le 1500e anniversaire de l'homme au vase de Soisson... Mais attention, pas de sa naissance : de son baptême (2). Car, déclare péremptoirement notre droite-réac qui a tant vilipendé le bicentenaire de la République laïque, sans le goupillon de l'évêque Rémi, "il n'y aurait pas de France". Et sans, (nous citons la presse de droite), "cet acte de naissance du peuple français", sachons-le, nous ne serions pas là ! Mais à contrario, n'y aurait-il pas eu ce baptême qu'il n'y aurait pas d'Eglise de France. Et peut-être pas d'Eglise du tout en 96 pour fêter Clocio...

(1) Dans la foulée, le "ministre de la Culture" du Vatican, le cardinal Poupard a demandé la béatification de Maurice Schuman et d'Edmond Michelet !
(2) Le pape avait dit il y a 15 ans à "la fille aînée de l'Eglise" : "qu'as-tu fait de ton baptême ?"

JEAN-PIERRE DAVANT

"Comment sauver la sécu ?"

Instauration d'un régime universel, réforme du financement par les entreprises, formation médicale continue obligatoire, développement du médicament générique, évaluation des activités hospitalières. Telles sont les mesures que propose Jean-Pierre Davant, président de la Mutualité française dans "Santé, le moment de vérité" (1).



Comment enrayer le déficit de l'assurance maladie ?

On a tenté de le faire pendant près de 25 ans en augmentant les prélèvements et en baissant le niveau des prestations. Ce qui fait de la France, aujourd'hui, le pays dans lequel, pour la maladie, les prélèvements sont les plus élevés et où le niveau des remboursements est le plus bas. Ce qui entraîne un état sanitaire et social particulièrement préoccupant, puisque 25 % des Français renoncent à se soigner pour des raisons financières, tandis que 600.000 personnes sont, de fait, exclues du système de soins. La France n'a pas de politique de santé publique. Jamais le Parlement n'a eu à débattre des grands objectifs de santé depuis 25 ans.

La maîtrise médicalisée des dépenses de santé a échoué. Aurait-elle pu réussir ?

Cette maîtrise ne peut régler tous les problèmes, d'autant qu'on demande aux médecins d'être juge et partie. L'objectif était de 3 % maximum d'augmentation des dépenses. Or cela tourne entre 5 et 6 %. Mais, sans codage des actes, sans support informatique, elle ne pouvait qu'échouer.

D'autre part, on est le dernier des grands pays où il n'y a pas de formation médicale continue obligatoire pour les médecins et où il n'y a pas de dossier médical. Alors qu'on a un dossier scolaire. On consomme deux fois plus de médicaments que nos voisins allemands, pour un niveau sanitaire équivalent. Et, par conséquent, c'est en France que les maladies provoquées par les médicaments sont les plus nombreuses. Les génériques, ces médicaments dont le brevet est tombé dans le domaine public et qui peuvent être reproduits à moindre prix, n'existent pratiquement pas chez nous, alors qu'ils représentent 20 à 25% dans les autres pays européens. Le marché des produits pharmaceutiques étant alimenté par les fonds sociaux, c'est une industrie qui s'est endormie et a régressé, sur le plan mondial, au niveau de la recherche. Par contre, elle dégage des profits considérables.

Comment limiter le budget d'hospitalisation, qui représentent 50% des dépenses de santé ?

Là aussi, on a laissé se développer notre carte hospitalière, non pas en fonction des besoins de santé des populations, mais en terme d'aménagement du territoire. Je ne crois pas qu'on puisse gérer un réseau hospitalier égalitaire sans un minimum de planification. Or on a plus de centres de transplantation que tous les autres pays d'Europe, mais ils ne tournent pas. Par contre, d'autres hôpitaux manquent cruellement de moyens. On est incapable de mesurer l'activité des services, et ce qui est beaucoup plus grave, la qualité des soins dispensés. Je propose une méthode : il faut se doter des instruments de mesure de l'activité et de la qualité, puis faire des choix. Il est par ailleurs choquant de voir les différences entre public et privé : dans le secteur public, plus grande est l'activité plus il y a de difficultés économiques du fait du budget global. Par contre, dans le secteur privé, plus les actes sont multipliés plus il y a de profit.

La Mutualité fait des propositions en matière de sécurité sociale...

Pour la part des recettes provenant des entreprises, elle propose de ne plus tenir compte seulement de la masse salariale, mais d'intégrer d'autres paramètres, puisqu'aujourd'hui, une entreprise qui licencie et qui améliore sa productivité paie moins de cotisations et gagne plus d'argent. Elle propose aussi de gérer autrement les caisses, étant indiqué qu'on ne peut pas se satisfaire d'une majorité CNPF-FO qui prend des décisions au nom de 58 millions de Français. Et j'ai accueilli avec beaucoup d'intérêt la proposition que Lionel Jospin a faite, déclarant qu'il fallait qu'il y ait plus de représentants de la Mutualité dans la Caisse d'assurance maladie. En effet, notre mouvement, qui représente un Français sur deux, peut apporter un savoir-faire, une expérience et une connaissance du terrain.

Elle propose aussi de créer un régime universel d'assurance maladie au lieu d'un système lié à la profession. Cela pouvait encore aller dans une situation de plein emploi, mais quand on a trois millions de chômeurs, des étudiants, des handicapés, que fait-on pour eux ? L'accès aux soins est un droit, c'est le droit à la vie. Il faut un régime universel, c'est-à-dire que tout individu, de sa naissance à sa mort, ait droit à des soins quand il en a besoin. Ce serait un grand progrès. Inversement, s'il n'y a pas de régime universel, le risque de privatisation va se renforcer. Il y a toujours eu des appétits des sociétés de capitaux pour s'emparer du marché de la santé. Mais tant qu'il y aura un grand mouvement qui porte l'intérêt général comme la Mutualité, on pourra s'y opposer.

Propos recueillis par Claude Poiak

(1) Seuil. 227 p., 120 F.

Collection Parlementaire

Télé Médias

Hongkongiser Pékin ?

Minuit et une minute, lundi 30 juin 1997. Sur le rocher mi Manhattan-mi Monaco de Hong-Kong, l'Union Jack anglais est amené. On hisse le drapeau chinois. C'est fait. Changement de proprio. La "perle de l'Orient", la dernière du collier colonial britannique est revenue à la "patrie chinoise" après ses 99 ans de bail. Pourquoi Londres pleurerait-il : en 1842, quand le capitaine Elliot piqua le lieu et qu'à l'issue de l'ignoble guerre de l'opium, on le colonisa, Victoria, au sens politique aussi sûr que le goût, cracha sur "ce rocher nu et sans avenir". Profitable quand même. Arte y a consacré son Théma du jeudi 15 : "Le compte à rebours : J-500". Et la presse de s'exciter sur ces "500". Parce que c'est un chiffre rond, magique ? Mystère. Car pour les milieux affairistes de ce nain géopolitique, mecque du mercantilisme et puissance économique mondiale, "c'est un non-évènement", une vulgaire transaction. La dramatisation qu'en fait l'Occident les agace. Qui tremble pour ces "pauvres" 6 millions de Chinois-britishs? Rassurons-nous, l'interdépendance économique est en train. L'intégration par l'osmose du fric. L'intérêt des Chinois est que ça dure encore sous leur houlette. Les prolos des mandarins rouges (des maîtres en corruption qui ont déjà investi la place) ne sont pas prêts de fondre sur la roche capitaliste. les Hongkongais, avec leur fatalisme confucianiste n'ont que la légère appréhension de l'inconnu. Crainte ? A quoi bon. Un gros boss, M. Lo dit : "Peu importe la robe de l'empereur si les affaires marchent !" Pessimisme ? Encore moins. le businessman Jimmy Lai : "Ils ne tueront pas la poule aux œufs d'or." L'ultime gouverneur Patten : "Il n'y a pas eu de plus belle dot depuis Cléopâtre !" Il compte sur le parlementarisme, l'instinct démocratique de ses concitoyens pour convertir le milliard de Chinois... Et le chef démocrate Lee : "C'est la Chine qui changera !" Ils partagent la formule du "Monde" : "Hongkongiser Pékin pour ne pas pékiniser Hongkong". D'autant qu'il y a ces 50 ans de RAS -pas "rien à signaler", mais "région administrative spéciale"-, une semi-autoroute de la patrie de la spéculation... Avec une réserve de 266 milliards de francs, un PNB de 110.000 francs par Hongkongais (une moyenne, bien sûr !) et 200 milliards placés en Chine, le caillou est de la pierre précieuse. Au pire, les riches se feront la malle aux USA, plaquant les 5 millions de miséreux entre leurs jonques et les gratte-ciels vidés. Mais le dieu marchant Guan Gong ne le permettra pas. Rien -ou presque- ne changera et Pékin sera content de récupérer ses arpents. La transition sera un exemple. Reste un détail : Taïwan. Mais, comme disait le chantre colonial de l'empire britannique M. Kipling, "ceci est une autre histoire".

Jean Vermorel

A VOIR AUSSI

Samedi 17 Arte 20h45
"WILD PALMS". Cette cyber-série de politique-fiction démarre pour 6 samedis. 2007, la réalité virtuelle, la manip : ne ratez pas, c'est d'Oliver Stone. Haletante, inventive, virtuose, cette fable pleine de clins d'yeux télé est une satire sur le pouvoir multimédia d'une secte appelée "synthiotique". Faites le rapprochement.

Lundi 19 A écouter F Culture 20h30
"La pensée unique est-elle dangereuse ?"
Les clivages ont-ils sauté ou bien la démocratie est-elle menacée par un discours univoque, un consensus mou sur l'essentiel des sujets politiques ?
Un "Grand débat" à suivre.

Mardi 20 Arte 21h45-0h40
THÉÂTRE : "GEORGE TABORI". Titre de ce portrait avec scènes : " l'humour est la sagesse de l'âme." Peu connu chez nous, Tabori, 86 ans, est un mythe vivant du théâtre.
Auteur, acteur, metteur en scène, on découvre ici dans 4 pièces ce "Shakespeare du XXe siècle", ami de Brecht et Beckett.

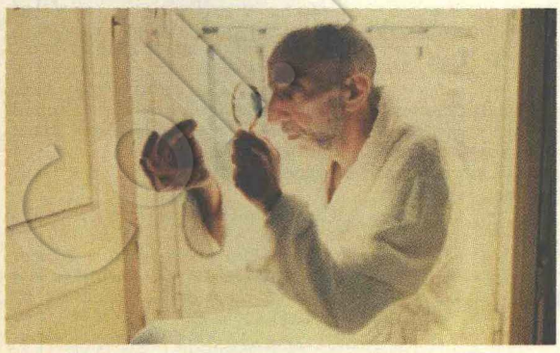
Mercredi 21 A écouter F Culture 9h05
"LA FIN DES CERTITUDES", par Marie-Odile Monchicourt.
Des certitudes de la science.
Avec Ilya Prigogine.
Entre le déterminisme et le hasard, une nouvelle émergence.

Jeudi 22 FR2 20h45 Arte 20h45-0h35
"ENVOYÉ SPÉCIAL". Deux bons reportages : "Des hommes de fer" sur les conducteurs de TGV, "l'aristocratie de la SNCF" anxieux, de leur avenir. Et "Le prix de la vie" sur les jeunes mutilés psycho et physiques de Sarajevo.
"TOXICOMANIE". "Proscrire ou prescrire", titre de ce thèma. Remarquables éléments documentaires aptes à nourrir un débat pour une autre politique, dont la France ne peut faire l'économie.

Vendredi 23 FR2 22h40
BOUILLON DE CULTURE : "L'internet". Débat sur son avenir, ses dangers. Il n'est de journal qui ne lui consacre des pages pour son apologie ou son procès. Une loi vient d'être votée aux USA pour réguler l'Internet. Que fera la France hésitante ? Les invités de Pivot nous éclaireront-ils ?

Cinéma

Le cinéma qui dérange



"LA COMÉDIE DE DIEU" de Joao César Monteiro. Alors là, en voilà un qui dérange vraiment ! Jean de Dieu, interprété par le cinéaste lui-même, est un être bizarre, un original, qui partage son temps entre son métier de glacier au "Paradis de la glace" et son activité de collectionneur de poils pubiens féminins, qu'il range soigneusement dans un album intitulé "Le Livre des Pensées". Mais comment ce vieillard parvient-il à attirer chez lui les jeunes filles et à obtenir d'elles de quoi enrichir sa collection ? La réponse se trouve dans les cérémonies secrètes auxquelles il les invite, telles ces deux séquences dignes d'anthologie où le lait et les œufs participent à un rituel audacieux autant que comique mais jamais vulgaire.

Jean de Dieu, déjà incarné par Joao César Monteiro dans "Souvenirs de la maison jaune", vit dans l'étrangeté, dans une espèce de folie quotidienne. C'est un être à la fois raffiné et fantasque, une sorte de philosophe bouffon reflétant la folie de notre monde, une folie joyeuse, proche des surréalistes et de Bunuel. Esthète de la transgression, à la fois érotique, poétique et comique, il réalise ses désirs les plus secrets, ceux que nous n'osons pas réaliser. Mais il y a aussi de la spiritualité et quelque chose d'un saint dans ce visage qu'on croirait, a certains moments, sorti d'un tableau du Greco. Tombé du cosmos du générique, saint ou démon, c'est un personnage unique. Et un film unique.

C.P

COUP de CŒUR et de CROC

L'EXCLUSION SUR SCÈNE

De toutes parts, dans les cités et les banlieues "dures", de jeunes théâtreux luttent contre l'exclusion par la scène. Pros et amateurs mêlés. Aujourd'hui, nous en retenons deux : le "Samirami Métropole Théâtre" à Roubaix-Tourcoing où la comédienne Michèle Bustamante et l'auteur Guillaume Hasson mettent en scène les témoignages des exclus dans leurs ateliers gratuits et montent des spectacles associatifs avec leurs stagiaires, comme leur dernier travail "La fille que j'aime" (1). Au Val Fourré, celui des émeutes de 91, Ahmed Madani a bâti des gradins pour les spectateurs des HLM. Décor, les immeubles. Sujets, les problèmes quotidiens, les affrontements du quartier. Comme "Rapt" (2). Et ça marche. On leur offre même des salles.

(1) Théâtre de l'idéal. Tourcoing. Du 20 au 25 mars. Tél : 20 40 10 20.
(2) Tournées : Le Perreux (20 au 25/2). Herblay (le 29/2) Montauban (le 20/3).

LA "GAÎTÉ" DE TIBÉRI

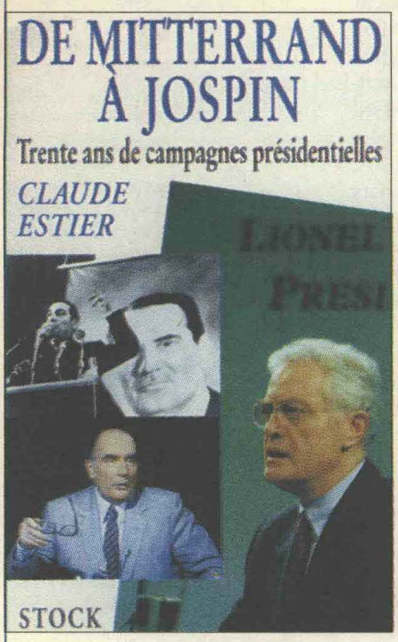
Les 11000 m2 du théâtre de la Gaîté-Lyrique (sauf un mini-théâtre) sont fermés depuis 1991. Si la Maison des Cultures du monde ou le projet "Musée du théâtre" de Jean Launay ne les obtiennent pas, la ville de Paris en fera ce qu'elle a toujours fait en chiraquie : des bureaux.
Ceux des services de Tibéri, le célèbre cultureux qui, dit-il, "attache une grande attention à l'avenir de la Gaîté-Lyrique".

RADIOS LIBRES : EN VOIE DE DISPARITION

Presque mortes, les radios libres locales telles que les a libérées François Mitterrand en 81 : au festival des FM de Béziers, où jadis il y avait foule, elles ont presque disparu. Raison : elles se sont faites avaler (on dit "marier") par les grands réseaux commerciaux, NRJ, RTL, Skyrock ou Nostalgie. Quelques rescapées survivent. Pour combien de temps ?

J. V.

Proche de François Mitterrand depuis le début des années 60, Claude Estier a participé à ses quatre campagnes présidentielles. Au printemps de 1995, il a été le mandataire national de Lionel Jospin. Seul à ce niveau, il personnifie une continuité de trente années.



De ses souvenirs et de ses notes prises au jour le jour, il a tiré un récit des présidentielles vues de gauche qui fourmille de relations et d'anecdotes inédites, et qui met en lumière des parallélismes souvent inattendus entre ces compétitions au sommet devenues un élément déterminant de la vie politique française.

Prix 130 F + 10 F de frais de port. Chèque à l'ordre de Vendredi.

Coupon à retourner à Vendredi - 10 rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07.

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Ville de Oignies
(Pas-de-Calais)
10 600 habitants

Recherche
un Secrétaire Général de Mairie
(Cadre d'emplois des Attachés territoriaux)

MISSIONS
Direction et coordination des Services sous l'autorité du Maire.
Préparation, mise en œuvre et suivi des budgets et des décisions municipales.

PROFIL
Solide expérience acquise au sein d'une Collectivité territoriale.
Bonne maîtrise des problèmes juridiques et financiers.
Grand sens de l'organisation. Connaissances en informatique.

Poste à pourvoir pour le 1er avril 1996
Adresser candidature avec CV détaillé à :
Monsieur le Maire, Hôtel de Ville Place de la IV République 62590 Oignies

Une annonce ne reste jamais sans
300 000 lecteurs
consultent chaque semaine
notre page "Annonces classées"
Service publicité de "Vendredi"
Franck Accart
45 56 79 03 ou 45 56 78 61 Fax: 45 51 47

☞"De toi à moi"✍

E M P L O I

■ **H. 37 ans- 10 ans d'expérience en qualité de S.G.Ch en R.P. poste S.G. mairie de 10 000 à 20 000 hbts ou S.G.A. de 20 000 à 40 000 hbts. Tél le soir : 34 62 67 78.**

■ **H 46 ans, recherche poste de gardiennage/entretien à l'année dans résidence. Paris et Région parisienne. Bonnes références. Tél le soir : 48 32 05 79.**

■ **J.F. 25 ans DESS gestion des Activités sanitaires et sociales + maîtrise Administration économique et sociale. Expérience dans l'insertion des jeunes et évaluation CAT, recherche emploi dans collectivités ou associations. Région bordelaise ou bergeraçoise. Tél : 56 46 28 21.**

■ **Cadre 41 ans. Formation : communication (Bac+4), économe-gestionnaire, PAO, théâtre, danse, marionnettes. Importante expérience : Direction associations groupe 7 C.C, mise en scène de spectacles, organisation de carnavals, expositions..., prof. d'art dramatique adultes-enfants. Etudie toutes propositions. M. Borlant. Tél : 46 64 65 51. (rép.).**

■ **Ingénieur, traitement des eaux, 30 ans, 4 ans d'expérience en études et conseils en environnement, recherche poste en bureau d'études ou collectivité. Tél : 49 88 70 81.**

■ **Jeune diplômé titulaire d'un Masters de journalisme européen et d'une licence de Sciences Politiques, bilingue Anglais/Américain, recherche poste d'attaché parlementaire, communication politique ou collaborateur politique, en France ou dans le milieu européen. Contacter Nicolas Gregoire au 43 22 66 14 ou fax 42 79 06 52.**

■ **Agde 34, infirmière libérale cherche remplacement pour 10 jours par mois + congé. Complément de jours par autre cabinet. Tél : 67 21 42 75 (de 13h à 20h).**

■ **Ex International Football - 18 ans joueur pro. Brevet Etat Moniteur EPS - brevet Etat entraîneur football 2e-3e degrés recherche poste entraîneur ville + 30 000 hab. Tél : (1) 42 27 91 33 (répondeur).**

I M M O B I L I E R

■ **Baie de St-Tropez – Sainte-Maxime-centre. Calme, à 100m : plage, commerce, parking. Studios meublés très confortables pour 2/3 personnes. Prix semaine : avril, mai, septembre 1300 F - Juin 1500 F - juillet 2000 F - août 2450 F. Renseignements, réservations : Tél : 94 49 07 95.**

■ **Loue au Cap d'Agde studio cabine (couple + 2 enfants) dans résidence hôtelière *** plein centre, 100 m de la plage, piscine enfant, piscine adulte, solarium, salon de détente. Location à la semaine en période de saison. Tél : 42 55 61 61.**

■ **Portugal, 50 km de Lisbonne, loue maisons de particuliers dans village de pêcheurs typique -bord de mer. Tél : V.L. Carr Fumel.Tél : 53 40 92 01.**

■ **Loue à Arc 1600 (73) studio 5 personnes, tout confort, exposé sud, accès direct télésièges, disponible à partir du 2 mars. Tél le soir : 76 03 15 12.**

■ **Roquefort (Landes) - à vendre maison en pierre, 4 pièces, surface 140 m2, SDB-wc- 200 m2 de jardin- hangar- 1 dépendance 30 m2. Chauffage électrique - 3 cheminées - grenier 40 m2. Prix 200.000 F. Tél après 19 h : 58 45 52 20.**

■ **A vendre théâtre à Paris 18e entièrement équipé avec sous-sol. 80 places assises. Catégorie 5. Sous-location autorisée par le propriétaire. Loyer faible : 1500 F CC. Secteur en pleine expansion. Demander M. Boinod. Tél : 42 09 71 45.**

Votre annonce de 5 lignes pour 200 F, 3 passages 500 F

Retournez le texte de votre annonce inscrit en caractères d'imprimerie accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de Vendredi :

Vendredi, service publicité, 10 rue de Solferino
75333 Paris Cedex 07. Tél : 45 56 79 03

Écrivez votre texte ci-dessous : max. 245 signes

En réponse à la lettre de Michel Gotanegre parue dans "Vendredi" N°271.

L'argent qui dort

Pour l'essentiel, d'accord avec vos réflexions. Depuis longtemps, nous nourrissons grassement rentiers et spéculateurs. De 1983 à 1993, la capitalisation boursière est passée :
- pour les actions de 225 à 2 700 milliards ;
- pour les obligations de 1 000 à 3 900 milliards. C'est beaucoup au détriment des salaires et sur le dos des chômeurs. L'Etat n'a même pas su (ou voulu) prélever sur ces fortunes par l'impôt. Il a emprunté, créant les déficits dont aujourd'hui il se plaint. (...) Les entreprises n'ont pas investi, en tout cas, pas toutes. Beaucoup sont riches mais manquent de clients car ces derniers n'ont pas d'argent. Le serpent se mord la queue. Cette situation n'est peut-être pas étrangère à la découverte récente de la panacée : je veux dire la baisse des taux. Mais, force de l'habitude, on tape sur les petits épargnants. (...)
Quant à la baisse de la durée du travail, elle s'est poursuivie depuis 25 ans mais s'est faite par le tout ou rien. Tu "bosses" ou tu "bosses" pas. Si on admet que près de cinq millions de personnes sont soit au chômage, soit en stage bidon ou autre voie de garage, cela fait une réduction de 195 millions d'heures de travail par semaine. Une paille ! Rapportées aux 25 millions de travailleurs, cela fait près de 8 heures de réduction par personne, ce qui nous conduit aux 30 heures par semaine. C'est caricatural, je vous l'accorde, mais au moins on voit bien le pourquoi de la situation actuelle. Il faudrait aussi parler des heures supplémentaires : celles connues (ou obligatoires comme à l'Education nationale, tandis que les vacataires sont au chômage) et celles, moins connues, des cadres qui font allègrement 70 heures par semaine. J'espère qu'on sait, maintenant, quelle politique il faut faire.

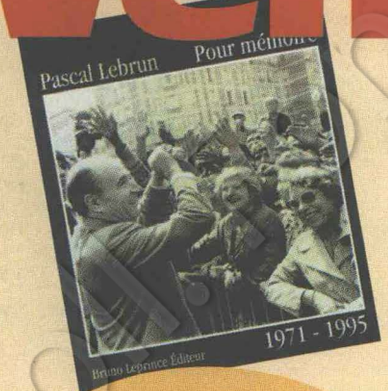
F. Fayollat
38 - Fontaine

Etranger méritant

"La droite n'a pas compris que la nationalité est un outil d'intégration puissant, et non une récompense pour étranger méritant" écrivait, fort justement, Laurence Dumont dans le n°272 de Vendredi. Je pousse plus loin la réflexion. Dans le passé, tout gouvernement a, en matière d'ajournement ou de rejet de demande de naturalisation, privilégié le même fait : l'intégration par l'argent. L'identification à la culture française pèse moins sur la balance. Ironie du sort, demain l'intégration se fera dans la communauté française et non immigrée. On récolte seulement ce que l'on a semé. Que signifie "étranger méritant" ? L'étranger qui à la "fibre" française mais qui est chômeur -victime comme les Français- à cause de la récession que connaît son pays d'établissement ou l'étranger salarié imperméable à la culture française ?
Reprenant la définition de Marceau Long, "l'identité est ce qui permet de reconnaître quelqu'un", on peut transposer cette définition à l'identité nationale. Elle permet de reconnaître un Français. On n'a pas besoin de préciser que celui-ci n'est pas reconnaissable à la couleur de sa peau, pas plus que de faire référence à son inscription à l'ANPE. La langue qu'il parle et la culture -surtout celle à laquelle il se réfère fondamentalement- permettent de le reconnaître. Bref, il se comporte comme un Français. Le terme d'insertion professionnelle, employé souvent afin d'ajourner ou de rejeter une demande de naturalisation, semble fallacieux quand il est question des étrangers ayant toujours vécu depuis leur entrée en France (au moins depuis 5 ans) dans le même ensemble sociologique que leurs camarades français. Ils n'ont d'autre appartenance nationale, tout au plus ont-ils une autre nationalité. Le vrai problème n'est pas celui de l'insertion professionnelle, ni de l'identité nationale, mais de la citoyenneté. La patrie, c'est le lieu où l'on s'est investi après s'être confronté à sa propre conscience. Je partage le point de vue de Laurence Dumont lorsqu'elle écrit que "les atteintes aux droits de l'homme et la dignité de la personne, en France et dans le monde, sont nombreuses". Elle doit être soutenue pour que le Parti socialiste les dénonce dans le but d'apporter des solutions positives, grâce aux mobilisations et aux réflexions constructives.

Banacek Lonsi-Koko
75-Paris

Vendredi



OFFRE SPÉCIALE

340 F

Abonnement
1 an à Vendredi
+
"Pour mémoire"
l'Album souvenir
de Pascal Lebrun
=
~~480~~ F

Dom-Tom/CEE : 400 F - Autres pays : 600 F - Institutions : 500 F - Abonnement seul : 280 F

Pour recevoir votre journal, retournez ce bulletin au service lecteurs de "Vendredi" 10 rue de Solferino, 75333 Paris cedex 7. Chèques à l'ordre des "Editions de l'an 2 000". Pour les abonnements, merci de joindre votre bande-adresse.

❒ Mme
❒ Mlle
❒ M.

Nom .....
Prénom.....
Adresse.....
.....
.....
Ville.....
Code postal.....
Signature :

Publicité

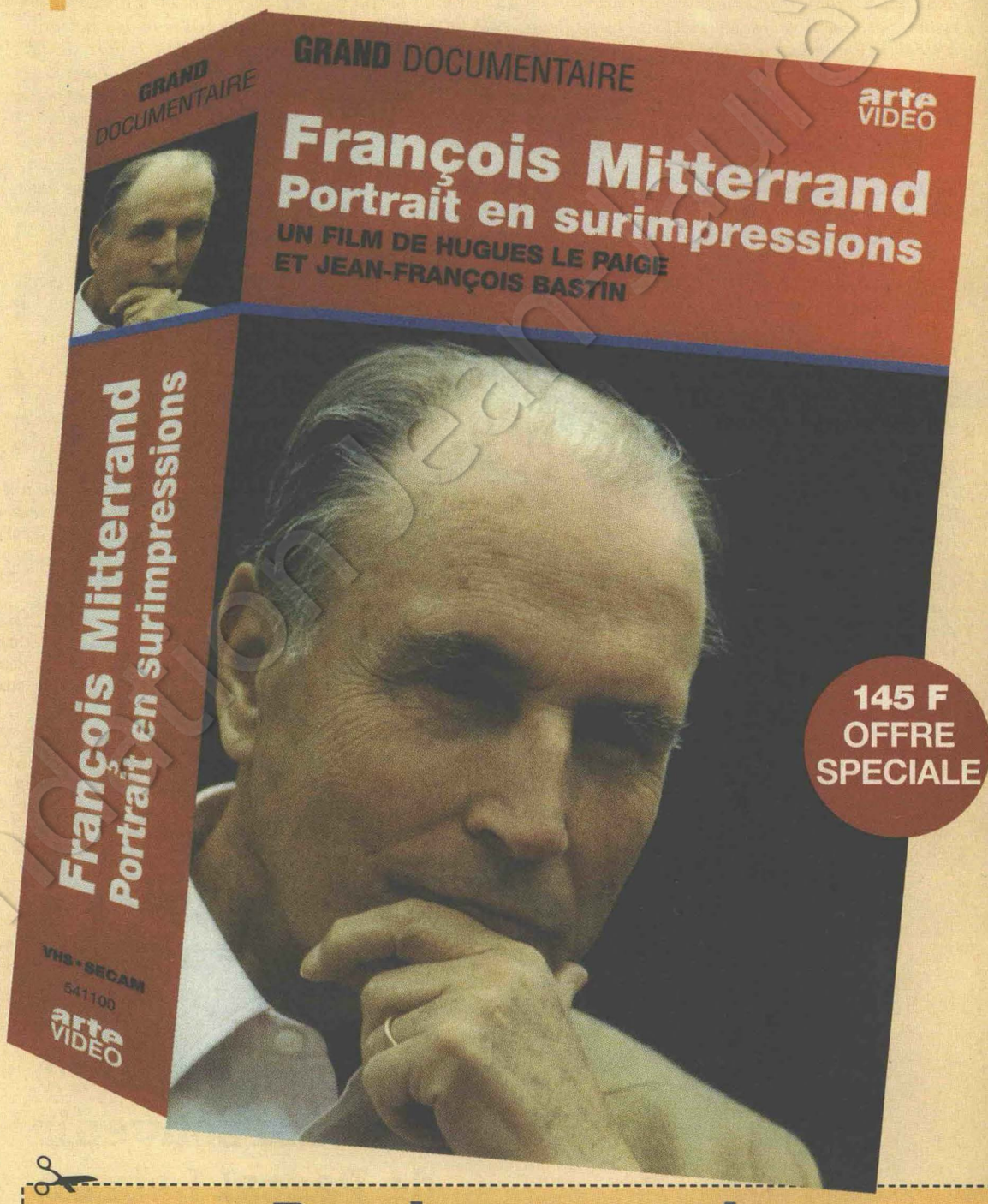
François Mitterrand
Portrait en surimpressions

arte VIDÉO

Approcher la vérité de François Mitterrand à travers un demi siècle d'engagement politique et quatorze ans de pouvoir, tel est l'ambitieux pari de ce document d'Hugues Le Paige et Jean-François Bastin. Réalisé à partir de centaines d'heures d'archives, de documents originaux et d'entretiens exclusifs avec le président, tournés entre 1988 et 1994, ce film dresse un portrait inattendu et fascinant de ce personnage central de la vie politique française.
Ce documentaire est ponctué par de nombreux témoignages, dont ceux de Jean d'Ormesson, Jean Lacouture, Gilles Martinet et Roger Quilliot.

«Un essai d'une qualité rare, tant par sa forme, faite de superbes images, que par son fond, d'une grande justesse d'analyse et d'une extrême sensibilité.»
LE MONDE

Editée par Arte vidéo
durée 56 mn-
VHS Secam- Couleur



Bon de commande

OUI, je désire commander la vidéo Francois Mitterrand-Portrait en surimpressions, au prix spécial de :
145 F+ 29 F de participation aux frais d'envoi par cassette, soit 174 F au total.

Nom : ..... **Prénom :** .....
Adresse : .....
..... **Tél. :** .....

Retourner ce bon de commande accompagné du réglement par chèque à l'ordre de "Vendredi" à :
Vendredi, 10 rue de Solferino 75333 Paris Cedex 07.
Délai de livraison de 3 semaines maximum.